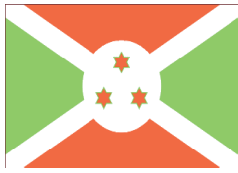


REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION
NATIONALE



Programme d'Appui à la Gouvernance

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE NTEGA



Province Kirundo

Kirundo, Septembre 2006

TABLE DES MATIERES

	Page
Liste des abréviations	
Préface	
Introduction	
CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE	1
1.1.Situation géographique	1
1.2. Découpage administratif	1
1.3. Données géographiques	2
CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE	3
2.1. Population	3
2.2. Densité	3
2.3. Population par tranche d'âge	3
2.4. Population active et population à charge	5
2.5. Evolution de la population de la commune	5
CHAPITRE III. AGRICULTURE	7
3.1. Système de production	7
3.2. Production comparative des cultures	8
3.3. Cultures industrielles	11
3.4. Facteurs de production	12
3.5. Unités industrielles	12
3.6. Ecoulement des productions	13
3.7. Personnel d'encadrement	13

3.8. Contraintes	14
3.9. Potentialités / Atouts en matière agricole	14
3.10. Actions à mener	15
CHAPITRE IV. ELEVAGE	15
4.1. Système d'élevage	15
4.2. Evolution du cheptel	16
4.3. Situation comparée de la commune Ntega	17
4.4. Approvisionnement en géniteurs	18
4.5. Santé animale	19
4.6. Les marché d'animaux	20
4.7. Contraintes, potentialités et action à mener	20
CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE	22
5.1. Pêche	22
5.2. Pisciculture	22
CHAPITRE VI. FORETS	24
6.1. Forêts naturelles	24
6.2. Boisements artificiels	24
6.3. Production des plants forestiers	25
6.4. Production forestière	26
6.5. Transformation du bois	26
6.6. Principales contraintes, potentialités et perspectives	26

CHAPITRE VII. INDUSTRIE ET ARTISANAT	27
7.1. Industrie	27
7.3. Artisanat	27
7.4. Géologie, mines et minerais	30
CHAPITRE VIII. ENERGIE	30
8.1. Energie électrique	30
8.2. Les combustibles ligneux	31
8.3. Les besoins	32
8.4. Intervenants	32
8.5. Principales contraintes, potentialités et perspectives	32
CHAPITRE IX. COMMERCE, TRANSPORT ET COMMUNICATION	33
9.1. Commerce	33
9.2. Transport et commercialisation	34
9.3. Communication	36
9.4. Tourisme et hôtellerie	37
9.5. Institutions financières	37
CHAPITRE X. SANTE	38
10.1. Données épidémiologiques	38
10.2. Médecine préventive : Vaccination	
10.3. Infrastructures	39
10.4. Equipements en laboratoires	41
10.5. Fréquentation et capacités d'accueil des structures de santé	41
10.6. Ressources humaines	41
10.7. Contraintes	41
10.8. Stratégies / actions à mener	42

10.9. Approvisionnement en Eau	43
CHAPITRE XI. HABITAT	44
11.1. L’habitat rural	45
11.2. L’habitat urbain	45
11.3. Contraintes liées à la réhabilitation et à l’amélioration de l’habitat rural	46
CHAPITRE XII. EDUCATION	47
12.1. Etat des infrastructures	47
12.2. Enseignement préscolaire	49
12.3. Enseignement primaire	49
12.4. Enseignement secondaire	50
12.5 Ecoles techniques professionnelles	51
12.6. Situation du personnel enseignement dans la commune par sexe	51
12.7. Enseignement informel	51
12.8. Principales contraintes, potentialités et perspectives	53
CHAPITRE XIII. JEUNESSE ET SPORT	54
13.1. Encadrement des jeunes	55
13.2. Clubs et associations sportifs et culturels	55
13.3. Infrastructures sportives	56
13.4. Infrastructures culturelles	56
13.5. Principales contraintes liées à la jeunesse, potentialités et perspectives	56
CHAPITRE XIV : COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS D’AUTO DEVELOPPEMENT	57

14.1. Coopératives	57
14.2. Associations	57
14.3. Les principales contraintes, potentialités et perspectives	58
CHAPITRE XV : JUSTICE	60
15.1 Infrastructures	60
15.2. Equipements	60
15.3. Performances du secteur	60
15.4. Personnel	61
15.5. Justice gracieuse	61
15.6. Contraintes	61
CHAPITRE XVI. ACTION SOCIALE	62
16.1. Statistiques sur les enfants en difficulté (2005)	62
16.2. Statistiques des orphelins	63
16.3. Statistiques des victimes de violences sexuelles	63
16.4. Statistiques sur les veufs, mères célibataires et indigents	63
16.5. Statistiques sur les handicapés	63
16.6 Réintégration	63
CHAPITRE XVII. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE	64

LISTE DES ABREVIATIONS

ASBL	: Association Sans But Lucratif
ABEC	: Association Burundaise des Exportateurs du Café
BTC	: Burundi Tobacco Company
BCB	: Banque de Crédit de Bujumbura
BANCOBU	: Banque Commerciale du Burundi
IBB	: Interbank Burundi
BNEC	: Bureau National pour l'Enseignement Catholique
CMD	: Cassava Mosaic Disease
CEPGL	: Communauté Economique des Pays de Grands Lacs
CEM	: Centre d'Enseignement des Métiers
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
CERADER	: Centre de Recherche en Agriculture et Développement Rural
COMEBU	: Crédit de Relance Economique
CFA	: Centre de formation Artisanal
CPA	: Centre de Production Artisanal
CFPP	: Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel
CPPS	: Comité Provincial de la Promotion de la Santé:
CEPBU	: Communauté des Eglises de Pentecôte du Burundi
CDF	: Centre de Développement Familial
CNRSP	: Centre National pour la Réadaptation Socio - Professionnelle
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNRS	: Commission Nationale de Réhabilitation des Sinistrés
DPAE	: Direction provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DGVA	: Direction Générale de la Vulgarisation
DAPA	: Département de l'aquaculture et de la pêche Artisanale
DGHER	: Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rural
DAF	: Directeur Administratif et Financier
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
FNG	: Fonds National de Garantie
FAO	: Food Agriculture Organisation
FACAGRO	: Faculté d'Agronomie de l'Université du Burundi
FENACOBUR	: Fédération Nationale des Coopecs du Burundi
FNS	: Fonds National pour les Sinistrés

HCR	: Haut Commissariat des Réfugiés
ISTEEBU	: Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi
ISABU	: Institut des Sciences Agronomique du Burundi

IRAZ	: Institut de recherche Agronomique et Zootechnie
INSS	: Institut National pour la Sécurité Sociale
IEC	: Information, Education et Formation
MRRDR	: Ministère de la Réinsertion et de la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés
MPDRN	: Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale
MASPF	: Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme
NPK	: Azote, Phosphore, Potassium
OPDE	: Œuvre Humanitaire pour la Protection de l'Enfance Déshéritée
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
OCIBU	: Office du Café du Burundi
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OTB	: Office du Thé du Burundi
ONAPHA	: Office National Pharmaceutique
PNUD	: Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPL	: Projet d'Appui à la Planification Locale et au Renforcement des Capacités des Communautés.
PDCLCP	: Projet de Développement Communautaire pour la Lutte Contre la Pauvreté
PEA	: Projet Eau et Assainissement
PRDMR	: Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PREBU	: Projet de Réhabilitation du Burundi
PEV	: Programme Elargi de Vaccination
PNSR	: Programme National de la Santé et de la Reproduction
RDC	: République Démocratique du Congo
RCE	: Régie Communale de l'Eau
REGIDESO	: Régie des eaux
RCE	: Régie Communale des eaux
SPRHP	: Services de Planification des Ressources Humaines et de Population
SIDA	: Syndrome Immuno Déficience Acquise
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SODECO	: Société de Dépulpage et de Conditionnement du Café
SNA	: Service National d'Alphabétisation
TPO	: Transcultural Psychosocial Organisation
USAID	: United States of America for International Development
UNOPS	: United Nations Office for Project Service
UNICEF	: United Nations Infant and Children Fund
UCODE	: Union Coopérative de Développement
VIH	: Virus d'Immuno Déficience Humaine

PREFACE

La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune.

En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...

La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.

Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.

Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.

A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.

Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.

A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune .

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION NATIONALE**


Madame Marie-Goreth NIZIGAMA

INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la commune Ntega.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE

1.1. Situation géographique

La commune Ntega est délimitée :

- au Nord par la commune Bugabira
- au Sud par la commune Vumbi
- à l'Est par la commune Kirundo
- à l'Ouest par la République du Rwanda.

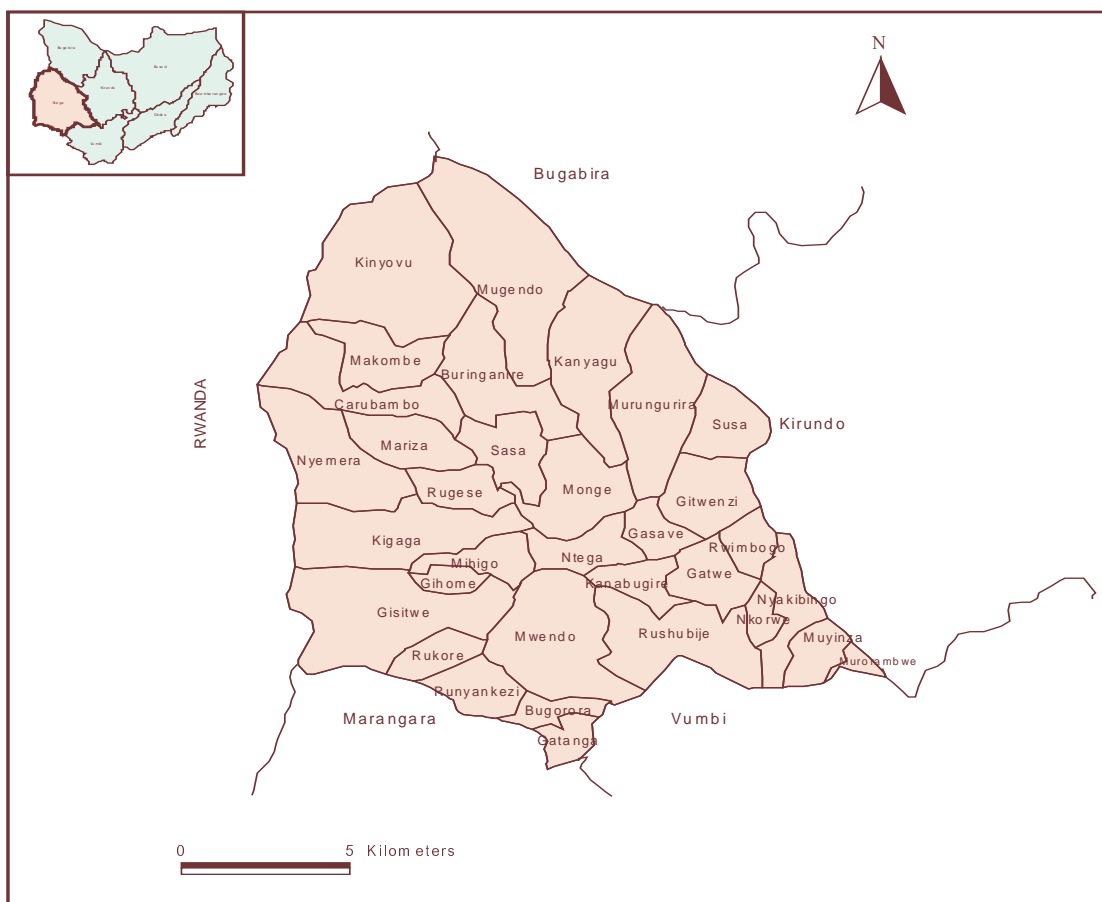
1.2. Découpage administratif

Cette commune se subdivise en 3 zones et 14 collines.

Les zones sont Mugendo, Ntega et Rushubije .

Les 14 collines sont : Murungurira, Muyinza, Mwendo, Nkorwe, Ntega, Nyakibingo, Nyemera, Rugese, Rukore, Runyankezi, Rushubije, Rwimbogo, Sasa et Susa.

Carte n°.... : Découpage administratif



1.3. Données géographiques

1.3.1. Superficies en Km²

- Commune Ntega : 260,82 km²
- Province Kirundo : 1.703,34 km²
- Burundi : 27.834 km²
- % commune Ntega/province : 15,3%
- % commune Ntega/pays : 0,9%

1.3.2. Paramètres climatiques

- Une altitude comprise entre 1500 et 1700m
- D'après Köpen, le climat est de type (AW 3) S dans le Bugesera (régime hydrique de type ustie) tandis que le régime thermique est de nature isothermique.
- Le climat extériorise deux saisons de pluie ; la première débutant généralement vers le mois de Septembre et se terminant le mois de Novembre. La seconde s'étale entre les mois de Janvier à Mai. Entre les deux saisons s'intercale une petite période de saison sèche qui dure tout le mois de décembre. Au cours des mois de Juin à Septembre s'étale la saison sèche.
- Les températures maximales et minimales semblent avoir une faible variation. La température moyenne est de 20,9° C/mois et les températures maximales et minimales sont respectivement 27,1°C et 14,8° C (données recueillies sur une période de 10 ans : 1981-1990).
- La pluviométrie varie entre 700 mm dans la depression du Bugesera et 1200mm sur les hauteurs de Bweru. Aujourd'hui la région de Bugesera connaît des perturbations pluviométriques, ou tout simplement absence des pluies. Après le phénomène de « ELNINO » de 1997, la province a toujours connu une situation déficitaire de pluies surtout dans sa partie du Bugesera.
- Une savante arborée.

CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE

2.1. Population

- Population totale de la commune Ntega : 97 540 hab
- Population totale de la province Kirundo : 598 180 hab
- Population totale du Pays : 7 610 584 hab
- % Ntega par rapport à la province : 16.3 %
- % Ntega par rapport au pays : 1.2%

2.2. Densité moyenne (2005)

- Commune Ntega : 374 hab/km²
- Province Kirundo : 351 hab/km²
- Burundi : 273 hab/km²

La densité moyenne de la commune Ntega est supérieure à la densité du pays et de la province.

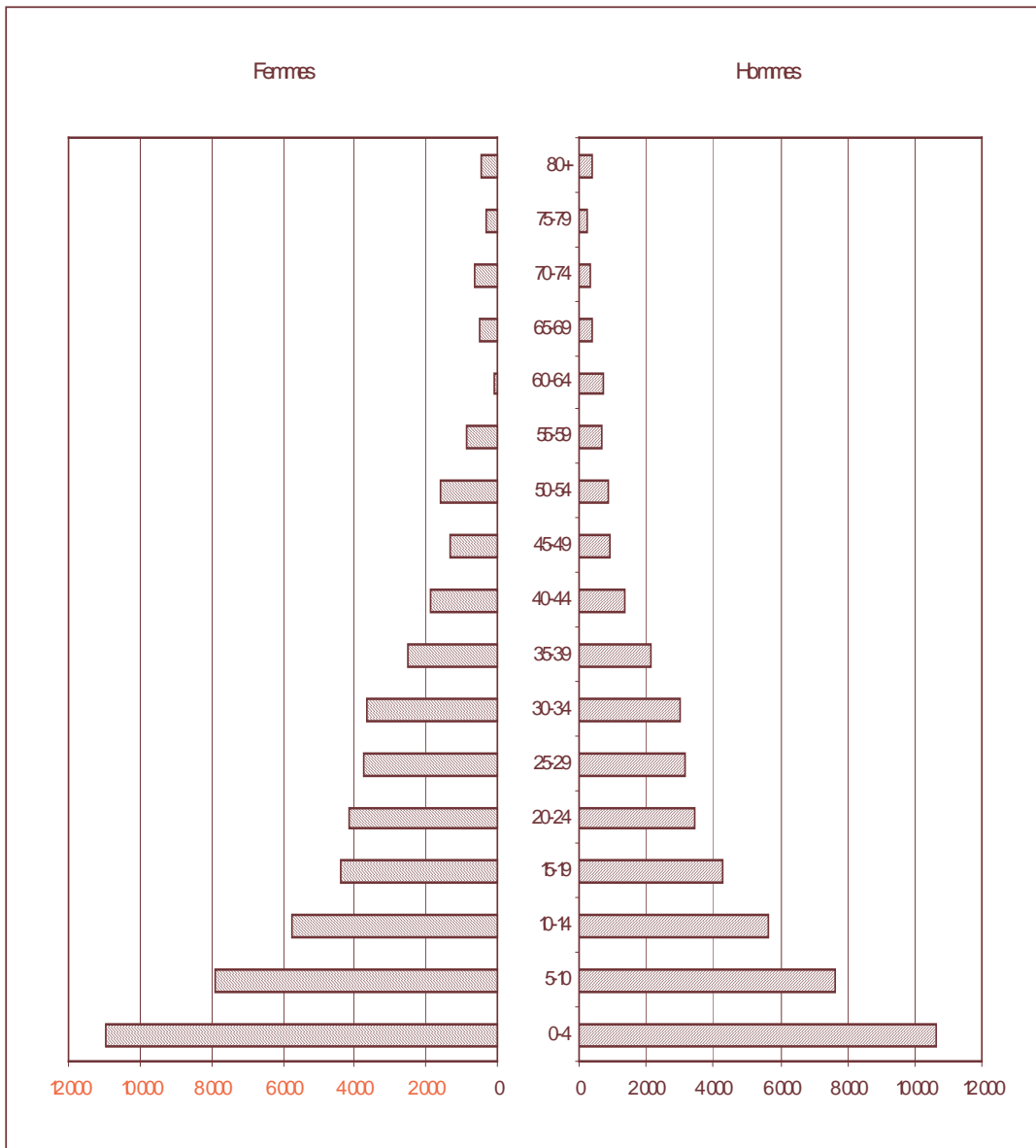
2.3. Population par tranche d'âge

Groupes d'âges	sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	10.645	10.942	21.588
5-9	7.604	7.891	15.495
10-14	5.654	5.731	11.385
15-19	4.253	4.365	8.618
20-24	3.451	4.150	7.600
			64.686
25-29	3.164	3.747	6.911
30-34	3.000	3.649	6.650
35-39	2.156	2.493	4.650
40-44	1.383	1.891	3.274
45-49	943	1.339	2.282
50-54	898	1.586	2.485
55-59	687	854	1.543
60-64	706	114	1.821
65-69	384	488	873
70-74	357	617	974
75-79	256	330	585
80+	378	435	814
Total	45.922	51.624	97.546

Source : Département de la population, MININTER

La population de la commune Ntega est très jeune. La pyramide des âges présente une base très large signifiant que le poids démographique des plus jeunes est très important . En effet, la tranche des moins de 25 ans représente près de 66 % de la population (64686 sur 97546).

Pyramide des âges de la population de la Commune Ntega en 2005



2.4. Population active et population à charge

Communes	Population active (15-64 ans)			Population à charge (<15 ans 65 ans et plus)			Rapport de dépendance		% de la population active	
	H	F	T	H	F	T	H	F	H	F
Bugabira	15169	18209	33 378	20283	20589	40 872				
Busoni	25 570	29 389	54 959	33 354	33 319	66 673				
Bwambara	12 948	14 651	27 599	15 922	16 759	32 681				
Gitobe	13 842	15 800	29 642	16 356	16 780	33 136				
Kirundo	20 551	23790	44 341	23 951	24 872	48 823				
Ntega	20 641	24 188	44 829	25 278	26 434	51 712	1.22	1.09	45	47
Vumbi	20 147	22 906	43 053	21 902	23 463	45 365				
Total province	128 868	148 933	278 946	157 046	162 216	319 271				

Source : Département de la population, MININTER

La population à charge est légèrement supérieure à la population active dans la commune Ntega (351712 sur 44829, soit un rapport de dépendance de 1,22).

Avec le pourcentage moyen de la population active de la commune se situant à 46 %, il apparaît que chaque personne active de Ntega se situant entre 15 et 64 ans doit prendre en charge 1,22 personne non active, soit un plus jeune de moins de 15 ans, soit un plus âgé de plus de 64 ans.

Ce taux de dépendance est en réalité plus élevé si on considère que la plupart des élèves et étudiants de 15 à 25 ans peuvent être également classés dans la catégorie des personnes inactives.

Ce taux de dépendance est sans doute plus élevé si on considère le taux de scolarisation au secondaire.

2.5. Evolution de la population de la commune de Ntega

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Communes								
Bugabira	70040	72113	74248	76445	78708	81038	84437	85906
Busoni	114733	118129	121626	125226	128933	132749	136678	140724
Bwambara	56862	58545	60278	62062	63899	65791	67738	69743
Gitobe	59216	60969	62773	64632	66545	68514	70542	72630
Kirundo	87991	50596	93277	96038	98881	101808	104821	107924
Ntega	92012	94736	97540	100427	103400	106460	109611	112856
Vumbi	83426	85895	88438	91056	93571	96526	99383	102325
Total province	564280	580983	598180	615886	634116	652886	672211	692109

Source : Département de la population, MININTER

La population de la commune Ntega était d'environ 92012 habitants en 2003. Pour les 7 prochaines années de 2004 à 2010, cette population atteindra 112856 habitants, soit une croissance de 22.6 %.

Cette croissance extrêmement rapide pose un problème économique et social. Pour le maintien de la sécurité alimentaire, il faudrait en effet que la production agricole croisse à raison d'un taux de croissance d'au moins de 2,6 % par an. Garder le même niveau de vie supposerait également que la croissance économique soit au moins égale au taux de croissance de la population.

La rapide croissance démographique pose à Ntega un grave problème d'autant plus que la population atteint une densité considérable. Le développement est rarement compatible avec une telle situation qui entraîne de lourds investissements et rend difficile l'exécution de programmes tels que la scolarisation ou la santé pour tous.

CHAPITRE III. AGRICULTURE

La commune de Ntega est l'une des plus affectées par la crise alimentaire de ces derniers temps.

Elle se situe dans la région naturelle du Bugesera qui fait actuellement face à des périodes cycliques de sécheresse. Cette situation a lourdement pesé sur la production agricole de la commune qui a beaucoup chuté ces dernières années (production du manioc, patate douce, haricot).

L'agriculture occupe plus de 95% de la population qui s'adonne principalement à la production des cultures vivrières et industrielles, et à une moindre mesure aux cultures maraîchères et fruitières.

3.1. Système de production

Le système de production est traditionnel et présente les mêmes caractéristiques que celles rencontrées dans toutes les autres communes et provinces du pays. Il repose sur une multitude d'exploitations familiales de faible superficie alors même que la commune dispose encore de vastes étendues de terre. L'extension des superficies est limitée par le manque d'intrants agricoles aussi bien les semences que les fertilisants.

Les paysans utilisent un outillage rudimentaire et une main d'œuvre familiale essentiellement féminine. Les femmes labourent, sèment, sarclent, moissonnent et transportent les récoltes...

La production vivrière est avant tout destinée à l'autoconsommation et le petit surplus au marché.

Les engrais chimiques et les produits phytosanitaires sont d'usage rare si pas inexistant. Ainsi, les rendements sont-ils faibles non seulement à cause des facteurs ci-haut cités, mais également à cause des techniques culturales rudimentaires, de l'insuffisance d'intrants, de la dégénérescence de semences, ...

Le mode de culture prédominant est l'association des cultures.

La commune connaît trois saisons à savoir : saison A de septembre à février, saison B de février à juillet et saison C de juin à octobre.

Certaines cultures telles que le bananier, le manioc, le caféier sont cultivées au cours de toute l'année.

Le régime foncier pratiqué dans la commune est de type coutumier reconnaissant les droits de propriété et d'exercice aux familles au sein desquelles les individus ont des droits et des devoirs. La famille se partage l'espace et les ménages l'exploitent.

Le mode de faire-valoir direct est le plus usité que le fermage et le métayage.

La malnutrition sévit dans la commune Ntega à cause de la sécheresse, de la pauvreté et des habitudes alimentaires de la majorité de sa population. L'alimentation de base est composée principalement d'aliments à prédominance glucidique ; notamment les féculents dont, en ordre d'importance : la banane, le manioc et la patate douce.

Les deux premiers féculents se consomment de façon permanente toute l'année.

Le seul aliment de prédominance protidique consommé quotidiennement est le haricot.

Par manque d'huile, les lipides font défaut dans la consommation alimentaire journalière.

3.2. Production comparative des cultures dans la commune et production totale de la commune par rapport à la production de la province

Culture année	banane	haricot	maïs	manioc	patate douce	Pomme de terre	Riz	arachide	sorgho	colocase	Production totale
2001	25000	4000	75	16000	15000	24	600	26	2500	-	
2002	37250	5800	75	16000	37000	29	670	90	3000	-	
2003	24000	3200	60	12000	31000	140	600	15	2000	-	
2004	22310	5462	242	1100	2356	69	900	55	3000	377	
2005	25820	1743	90	194	1700	80	950	13	2900	4807	
Production moyenne	26876	4041	108	9059	17411	68	744	39	2680	2592	63620
Proportion de la production de chaque culture dans la commune (%)	42,2	6,4	0,2	14,2	27,4	0,1	1,2	0,1	4,2	4,1	100,0
Classement des cultures dans la commune	1	4	8	3	2	9	7	10	5	6	
Production totale de chaque culture dans la province	482751	25088	2850	28599	58166	1065	3656	597	17229	9997	629998
Proportion de la production communale par rapport à la production provinciale par culture en %	5,6	16,1	3,8	31,7	29,9	6,4	20,4	6,7	15,6	25,9	10,1
Classement de la commune dans la province	4	3	5	3	1	6	2	5	4	1	3

Source : Rapports annuels 2001 à 2005, DPAE Kirundo

Concernant l'importance des cultures dans la commune, la banane occupe la première place avec 42.2 % de la production totale des cultures, suivi par la patate douce (27.4 %) et le manioc (14.2 %).

Par rapport à la production totale de la province, la commune Ntega produit 10.1 % et occupe le 3^{ème} rang au niveau provincial. Les premières communes les plus productrices suivantes dans l'ordre Gitobe, Bwambarangwe et Ntega.

Comme l'indique le tableau ci-après, la commune Ntega occupe la première place pour la production de la patate douce et la colocase et le deuxième rang pour la production du riz.

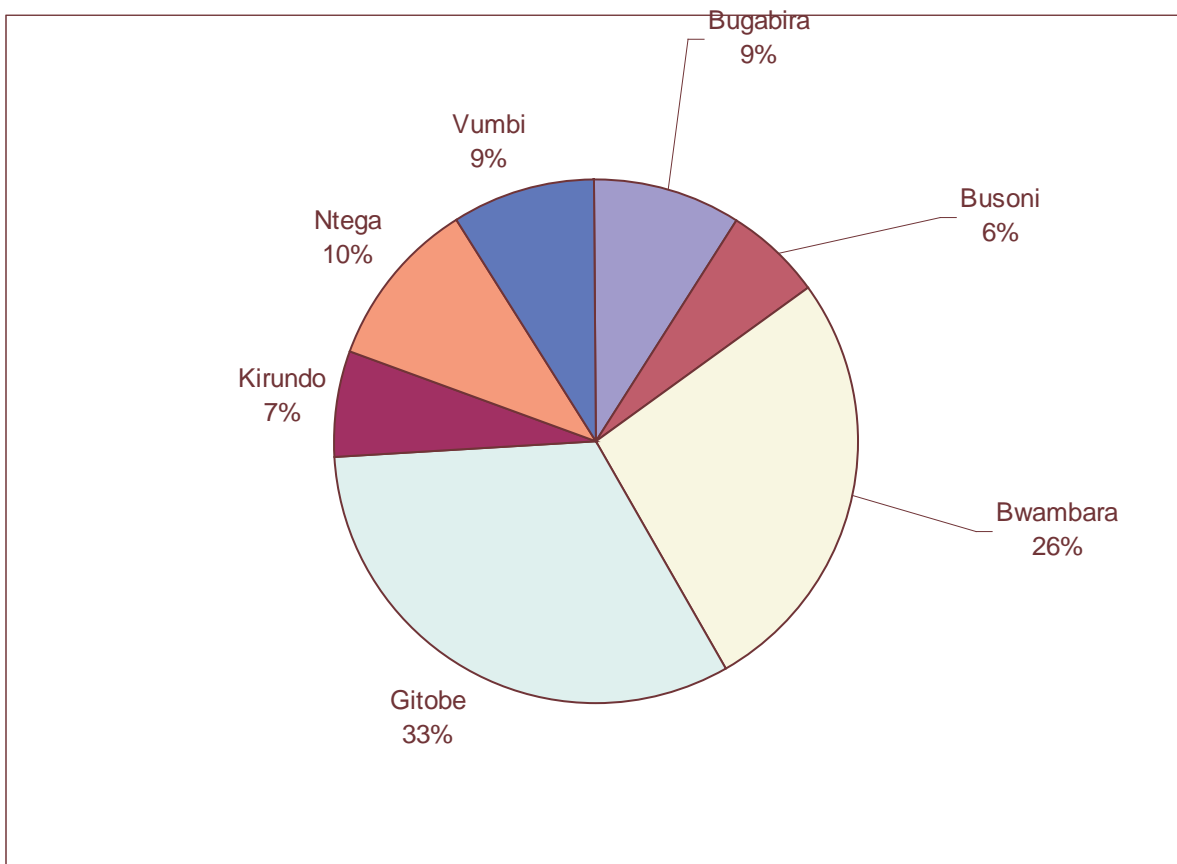
3.3. Proportion de la production communale dans la province par culture

	banane	haricot	maïs	manioc	patate douce	Pomme de terre	Riz	arachide	sorgho	colocase
Bugabira	8,9	11,5	1,7	5,0	2,3	3,3	0,0	4,0	27,5	1,6
Busoni	1,2	25,3	16,4	29,5	14,7	29,7	13,5	2,8	31,7	3,3
Bwambara	27,1	17,0	13,9	4,9	27,1	19,0	14,6	31,2	3,2	14,1
Gitobe	37,9	11,3	32,7	2,8	0,9	16,7	13,5	27,8	2,4	4,2
Kirundo	5,9	8,5	29,6	3,5	2,6	18,2	27,2	20,4	18,4	20,6
Ntega	13,9	16,1	3,8	21,6	29,9	6,4	20,4	6,5	15,0	29,5
Vumbi	5,1	10,2	1,9	32,6	22,5	6,8	10,8	7,2	1,9	26,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

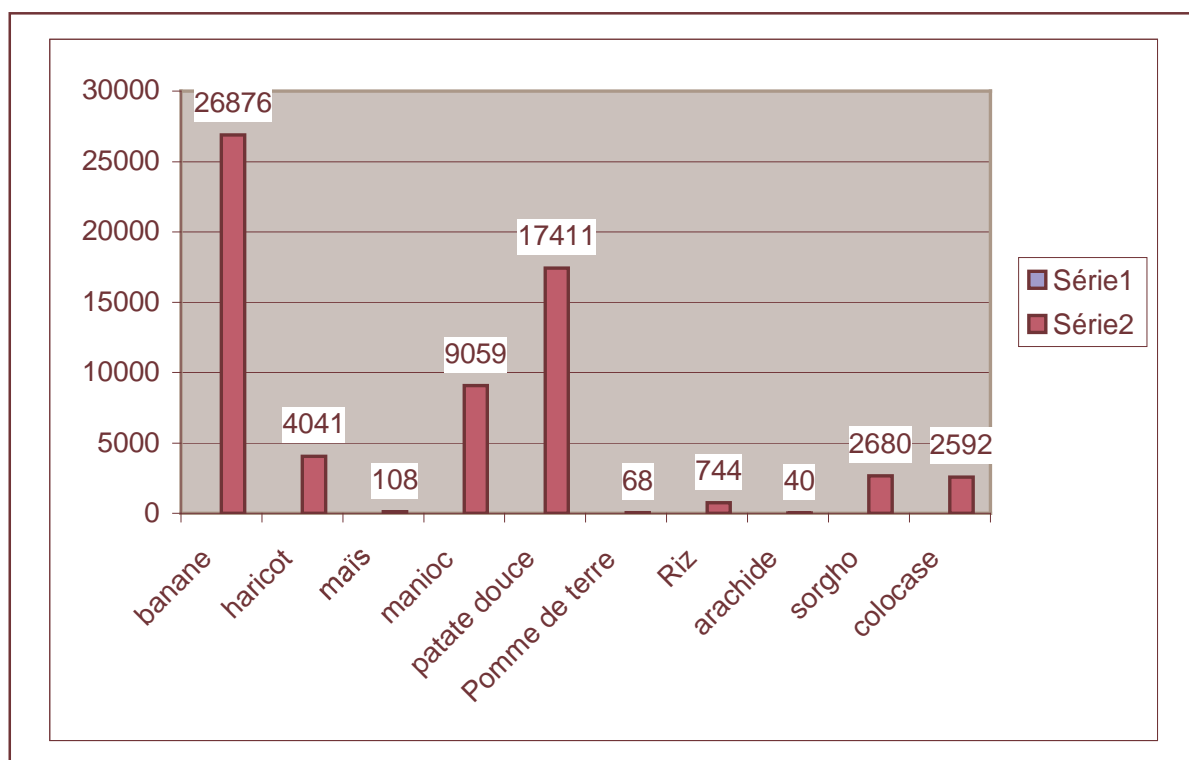
Source : Rapports annuels 2001 à 2005, DPAE Kirundo

La commune Ntega contribue pour 13.9% de la production de la banane dans la province Kirundo et se place en troisième position. Elle produit également 29.9 % de la production de patate douce et 29.5 de la production des colocases occupant pour ces cultures la première position dans la province. Elle se place en deuxième position pour le riz et en troisième position pour le manioc avec respectivement 20.4 % et 21.6%.

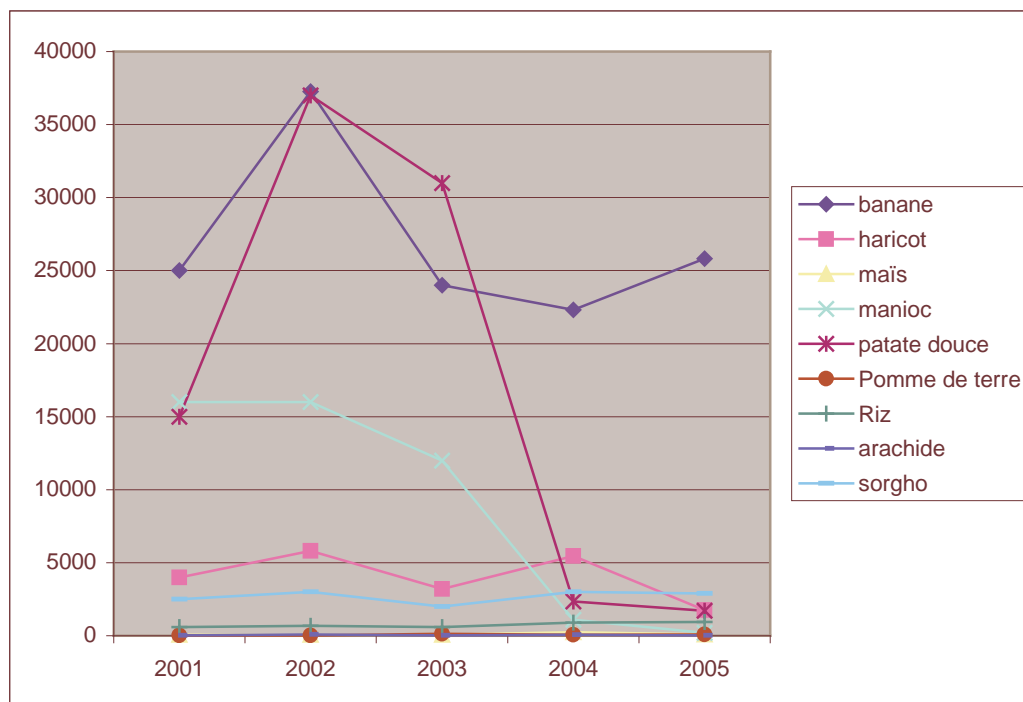
Production vivrière comparative des communes en %



Production moyenne annuelle des différentes cultures dans la commune Ntega



Evolution de la production des cultures dans la commune entre 2001 et 2005



Les cultures de manioc et de patate douce ont connu une chute significative de production entre 2001 et 2005. des 16000 tonnes de manioc et 15000 tonnes de patate douce produites en 2001, ces productions ne sont plus respectivement que de 200 tonnes pour le manioc et 1700 tonnes pour la patate douce.

Cette situation dramatique est causée par la sécheresse qui perdure pendant cette période et aussi à la mosaïque de manioc.

3.3. Cultures industrielles

La seule culture industrielle recensée dans la commune Ntega est le café.

La production est encadrée par la SOGESTAL Kirundo-Muyinga qui n' a pas pu nous donner des informations par commune.

La superficie emblavée dans la province de Kirundo est de 4987 ha en 2005 soit 7 % de la superficie emblavée au niveau national.

La taille moyenne d'une exploitation familiale de caféiers est de 0,075 ha soit 200 pieds de caféiers par ménage (en tenant compte du fait que 2.666 pieds de caféiers occupent 1 ha).

Les caféiers sont plantés exclusivement en monoculture.

Nous distinguons 3 types de produits café : cerise, café parche (5 kg de cerise donnent \pm 78 g de café marchand) et c'est sous cette forme que le café burundais est exporté à l'étranger.

La production du café a connu une chute drastique dans la commune entre 2003, 2004 et 2005. Les statistiques provinciales montrent que la zone Kirundo - Muyinga a représenté 14.2 %, 16.8 % et 0.016 % de la production totale des cerises respectivement en 2003, 2004, 2005.

3.4. Facteurs de production

Le développement du secteur agricole passe obligatoirement par l'utilisation rationnelle des facteurs de production.

Ces facteurs sont nombreux et variés. Certains contribuent directement à la production (terre, main d'œuvre agricole, intrants, ...) tandis que d'autres lui viennent en appui (recherche, vulgarisation, financements...).

Disponibilité des terres sur les collines et dans les marais

La densité moyenne de la commune est de 374 habitants au Km², la plus élevée de la province sans doute à cause de la ville. La commune dispose tout de même de quelques terres encore vierges où l'on peut implanter des centres semenciers ou autres projets.

Les marais non encore aménagés constituent un potentiel pouvant dégager des surfaces importantes pour l'agriculture.

En 2005, les superficies des marais dans la commune Ntega se présentent comme suit :

- Superficie totale des marais de la commune : 5161 ha
- Superficie totale provinciale : 23858 Ha
- Superficie aménagée de la commune : 0 ha
- % occupée : 21.6 %

Centres semenciers

Il n'en existe pas dans la commune Ntega.

Intrants agricoles

En ce qui concerne la disponibilisation des semences, la commune de Ntega a reçu pour l'année 2005, 5000 kg de haricot, 250 kg d'arachide, 98 000 plants de caféiers, 75 kg de maïs, 100 kg de sorgho, 2500 kg de riz, 4000 kg de pomme de terre, 4000 vitro plants de bananier.

3.5. Unités industrielles

La commune Ntega dispose de 4 usines de transformations du café cerise en café fully washed basées à Gitwenzi et Nyange, Mwendo, Rushubije.

3.6. Ecoulement des productions

On observe au cours de ces dernières années une forte régression des volumes des produits agricoles commercialisés.

La commercialisation des produits agricoles, dernier maillon très déterminant du processus de la production agricole et d'élevage, constitue la principale source de revenu pour la population de la commune.

Les prix sont libéralisés ; il n'y a ni fixation ni contrôle des prix. Les rencontres entre acheteurs et producteurs se font de façon informelle sur les cinq marchés. Les prix sont généralement discutés librement entre les deux parties en présence et le niveau de transaction se règle par la loi de l'offre et de la demande.

La grande partie de la production vivrière, des légumes et des fruits est commercialisée de façon informelle. Elle s'effectue d'abord au niveau des collines où les opérateurs économiques achètent directement auprès des producteurs ; ensuite au niveau des marchés hebdomadaires ruraux. A côté de ces marchés plus ou moins organisés, une quantité non négligeable des produits au niveau des centres de ramassage saisonniers.

La commercialisation des produits agro-industriels, notamment le café et le tabac, fait l'objet des réglementations spéciales contrôlées par l'OCIBU et la BTC.

La commercialisation des productions est assurée à travers 5 marchés que sont

Localité ou nom du marché	Jour de tenue du marché
Ntega	Mardi et vendredi
Mugendo	Mercredi et dimanche
Rushubije	Jeudi
Murungurira	Mercredi et dimanche
Gisitwe	Mardi et vendredi

3.7. Personnel d'encadrement

A l'image des autres communes, la commune de Busoni dispose d'un personnel technique affecté en permanence à la commune.

Il s'agit de :

- a. au niveau de chaque commune
 - 1 Agronome Communal, Technicien Agronome A2 ;
 - 1 Vétérinaire Communal, Technicien Vétérinaire A2 ;
- b. au niveau de zone
 - 1 Assistant Agricole A3

En plus de ces techniciens, les cadres provinciaux font régulièrement des tournées pour le suivi des activités de la DPAAE.

3.8. Contraintes

- a) cultures vivrières
 - irrégularité des pluies et chute dramatique des productions allant jusqu'à causer des famines sévères
 - faible disponibilité des intrants (semences et engrais)
 - pas de réponses adéquates aux contraintes rencontrées du fait de la faiblesse de l'encadrement (manque de moyens, démotivation du personnel, préoccupations sécuritaires primant sur les autres)
 - pas de réponses adéquates de la recherche sur
 - o menaces de disparition du manioc suite à la mosaïque
 - o menaces sur les colocases et sur le bananier
- b) cultures industrielles
 - l'antracnose du caféier est une des causes majeures de la chute de la production du café
 - les prix aux producteurs sont trop faibles provoquant des tentatives d'arrachage ou d'abandon des vergers et la fuite de la production vers le Rwanda
 - conjoncture internationale des prix défavorable
 - l'insécurité des dernières années a forcé les populations aux déplacements hors de leurs foyers et la détérioration de la qualité d'entretien de vergers

3.9. Potentialités / Atouts en matière agricole

- gamme variée de spéculations agricoles (riz, sorgho, haricot, tournesols, ...)
- une demande toujours croissante en produits agricoles
- main d'œuvre abondante et laborieuse
- retour de la paix avec possibilité de retour des financements

3.10. Actions à mener

- varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses
- organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions facilement commercialisables (haricot, sorgho, farine de manioc, riz)

CHAPITRE IV. ELEVAGE

4.1. Système d'élevage

Dans la commune Ntega, le système extensif est le principal mode de production animale, mais des systèmes semi-intensifs commencent à se développer sous l'effet de la pression démographique et le besoin d'intégrer l'élevage à l'agriculture pour la restauration et le maintien de la fertilité des sols.

Les difficultés de gardiennage des animaux suite à la scolarisation du plus grand nombre d'enfants pousse aussi les familles rurales à l'intensification de l'élevage.

Le cheptel bovin de la commune est constitué de la race locale Ankolé, parfois croisé avec Sahiwal et rarement avec Montbéliard et la Frisonne.

L'essentiel de l'alimentation provient des parcours naturels.

Le système semi-intensif ou intégré qui est préconisé par les projets et ONGs qui appuient dans le repeuplement du cheptel évolue lentement . En effet, la diminution des pâturages due à la pression démographique dicte le besoin d'une intensification et d'une intégration agro-sylvo-zootechnique avec plus d'utilisation de fumier et de résidus de récolte.

Certains agents de l' Etat et des collectivités locales ainsi que quelques commerçants se lancent dans l'élevage autour des agglomérations et pratiquent de plus en plus le système semi-intensif à intensif avec des bovins croisés laitiers.

Les petits ruminants sont élevés presque exclusivement en mode extensif traditionnel, même si un début d'intégration commence à s'observer surtout pour les caprins distribués dans le cadre des projets.

Les systèmes d'élevage porcin se répartissent en trois : l'élevage traditionnel, l'élevage semi-intensif et l'élevage intensif. On rencontre dans la commune des porcs sous étable en permanence comme on en rencontre sur les routes ou dans les pâturages.

Les systèmes d'élevage avicole reposent exclusivement sur le système traditionnel où on élève le plus souvent en liberté quelques poules. L'élevage avicole traditionnel ne dégage pas de revenus importants, mais en revanche, il coûte pratiquement rien et ne requiert aucun travail particulier.

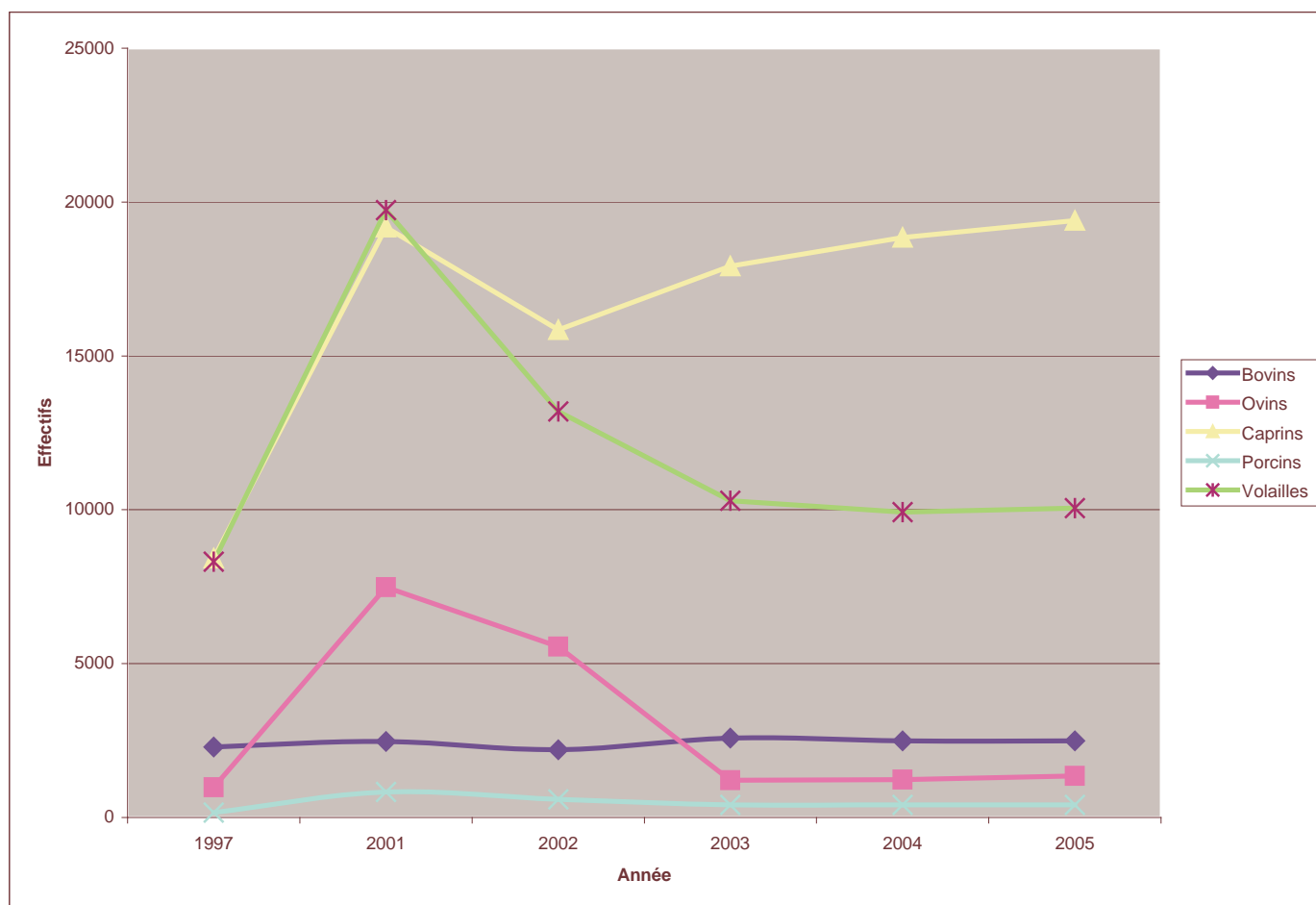
La guerre qui a éclaté en octobre 1993 a fortement touché le sous-secteur élevage, car dès le début de la crise, le bétail et les infrastructures d'élevage ont été et sont restés les cibles privilégiées des rebelles et d'autres bandits qui ont profité de l'insécurité.

4.2. Evolution du cheptel de 2001 à 2005 avec données de référence de 1997

Année	Bovins		Ovins	caprins	porcins	volailles
	A	L				
1997		2293	980	8422	164	8312
2001		2472	7482	19176	831	19740
2002		2197	5553	15849	588	13200
2003		2580	1214	17915	410	10293
2004	13	2476	1234	18849	410	9921
2005	14	2476	1352	19400	415	10050
Augmentation		4	- 6130	224	-416	- 9690
%		0.2	- 82	1.2	-50	- 49

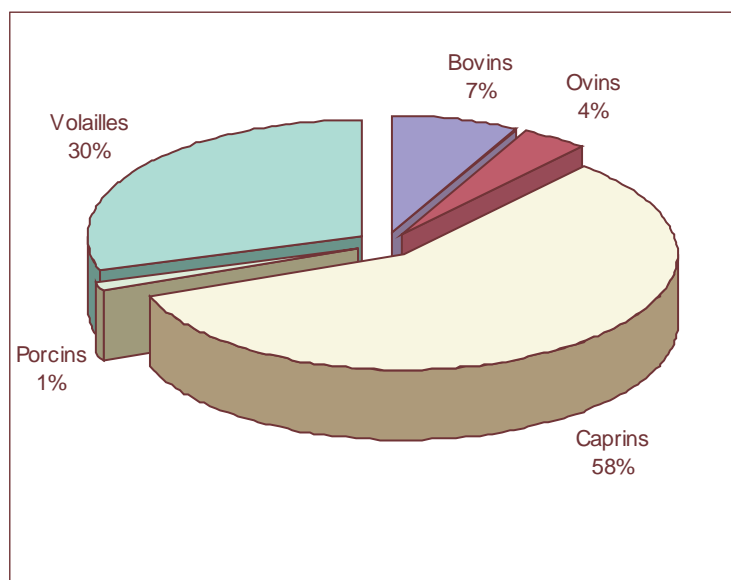
Tous les types d'élevage ont connu une régression sensible entre 2001 et 2005. Les fortes diminutions sont remarquées au niveau de l'élevage ovin (- 82%) et porcin (-50%).

Evolution des effectifs des animaux d'élevage de 1997 à 2005



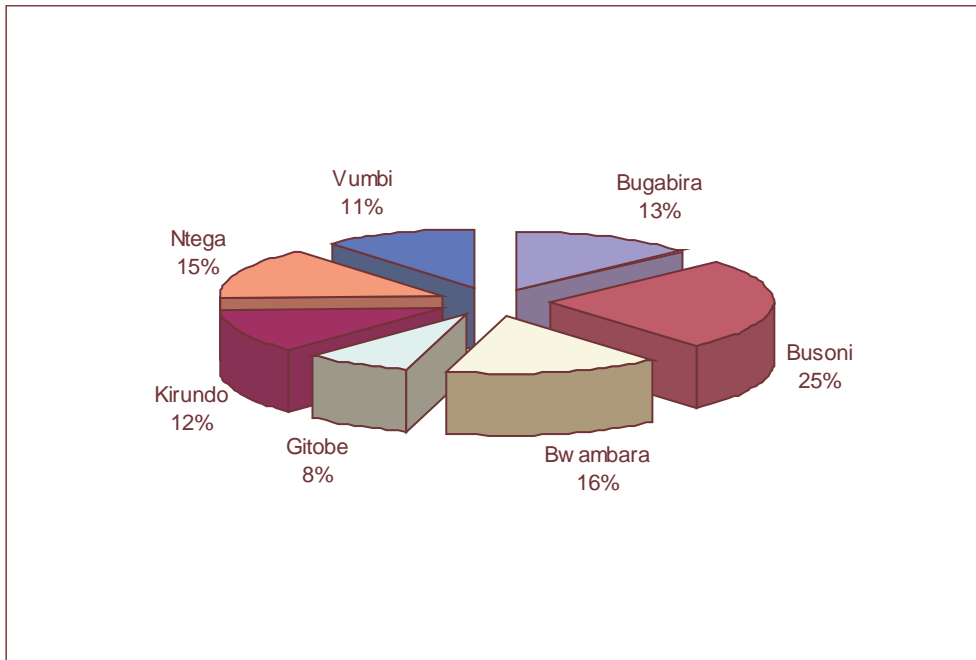
4.3. Situation comparée de la commune Ntega avec les autres communes de la province de Kirundo par rapport aux effectifs des différentes espèces élevées

4.3.1. Effectifs comparés entre espèces dans la commune Ntega



4.3.2. Effectifs des animaux : comparaison entre les communes (année 2005)

Commune	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles	Total	Proportion	Classement
Bugabira	4053	580	16600	1002	8560	30795	13.3	4ème
Busoni	4172	1213	28300	1360	23700	58745	25.3	1ère
Bwambara	1160	643	21455	728	12712	36698	15.8	2ème
Gitobe	1569	833	8420	810	6219	17851	7.7	7ème
Kirundo	3499	398	10912	2100	11296	28205	12.2	5ème
Ntega	2476	1352	19400	415	10050	33693	14.5	3ème
Vumbi	2168	520	16150	810	6232	25880	11.2	6ème
Total	19097	5539	121237	7225	78769	231867	100	



4.3.3. Proportion des animaux élevés par commune et par espèce

	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles
Bugabira	21,2	10,5	13,7	13,9	10,9
Busoni	21,8	21,9	23,3	18,8	30,1
Bwambara	6,1	11,6	17,7	10,1	16,1
Gitobe	8,2	15,0	6,9	11,2	7,9
Kirundo	18,3	7,2	9,0	29,1	14,3
Ntega	13,0	24,4	16,0	5,7	12,8
Vumbi	11,4	9,4	13,3	11,2	7,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

On remarquera que la commune dispose de 13 % des effectifs bovins (4^{ème} place au niveau provincial), de 24.4 % des effectifs des ovins (1^{ère} place), de 16 % des caprins (3^{ème} place), 5.7 % des porcins (7^{ème} place) et enfin 12.8 % des effectifs des volailles (soit 4^{ème} place). En tout la commune se situe à la 3^{ème} place avec 15 % des effectifs totaux des animaux élevés dans la province.

4.4. Approvisionnement en géniteurs

L'approvisionnement en géniteurs se fait par différents projets et ONGs qui exigent aux bénéficiaires de mettre en place les conditions d'amélioration de l'élevage passant une pratique de la stabulation. Ainsi dans la commune Ntega, on dénombre actuellement 17 Fermettes comptant 17 bovins élevés en stabulation permanente.

4.5. Santé animale

4.5.1. Données épidémiologiques

Tableau sur le bulletin vétérinaire établi pour toute la province (année 2005)

Maladies	Nbre de cas					
	bovins		caprins		porcs	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005
Conjonctivites	36	45				
Fièvre de 3 jours	98	135				
Peste porcine					903	
Strongylose	2622	2708	236	615		
Distomatose	902	823		37		
Maladies parasitaires confondues			1432			
Gâles	28	106				
Teignes	358	412				
Thélaziose	236	136				

Au regard du nombre de cas recensé chez les bovins, les maladies les plus importantes dans la province sont la strongylose, la distomatose et les maladies parasitaires.

Pour les caprins ce sont principalement les strongyloses et les maladies parasitaires.

Pour les porcs, c'est la peste porcine qui a fait près d'un millier de cas en 2005.

Pour ce qui est des produits vétérinaires, ils sont commercialisés par les privés. Ils se paient au comptant, l'Etat n'accordant plus de subventions. Toutefois, ce dernier intervient quand il y a apparition des épizooties en procédant à des vaccinations systématiques massives sur les espèces animales concernées.

Tous les produits vétérinaires sont importés de l'étranger et commercialisés en gros ou au détail par les pharmacies privées de Bujumbura.

Les produits les plus sollicités sont : les Vermifuges, les Acaricides, les Antibiotiques, les Antithéleriens, les Vitamines, les Antiseptiques et les Sulfamides.

4.5.2. Situation des infrastructures d'élevage

Types d'infrastructures	Nombre	Localité	Etat	Disponibilité des services et produits
Centre de santé vétérinaires	2	Sasa	Bon	Irrégulière
		Kanabugiri	Mauvais	Interrompue
Dipping tank	2	Sasa	Mauvais	Interrompue
		Kanabugiri	Mauvais	Interrompue
Couloirs d'aspersion	2	Sasa	Bon	Interrompue
		Kanabugiri	Mauvais	Interrompue
Pharmacies vétérinaires				

Avant la crise, la commune comptait 2 centres de santé vétérinaires, 2 couloirs d'aspersion et ? pharmacies vétérinaire et 2 dipping tank.

Toutes ces infrastructures sont actuellement soit interrompues soit irrégulières faute de disponibilité des produits.

4.6. Les marchés d'animaux

Parmi les 5 marchés que compte la commune, seul le marché de Ntega abrite un centre important de vente des animaux. Ainsi en 2005, les statistiques fournies par la comptabilité communale renseignent que 38 bovins, 5000 caprins, 835 ovins et 300 porcs ont été vendus sur ce marché.

4.7. Contraintes, potentialités et perspectives du secteur

Les contraintes

La baisse de la productivité du sous secteur est due d'une part aux contraintes structurelles vieilles de plusieurs décennies et d'autre part aux contraintes conjoncturelles liées à la crise.

Contraintes structurelles

- La pression démographique qui, liée au régime social de succession, provoque l'atomisation et la surexploitation des propriétés familiales. Ce qui conduit à la baisse de la fertilité des terres et au déclin de l'élevage traditionnel.
- L'engagement des populations à pratiquer l'intensification de l'élevage est contrarié par les difficultés d'accès aux facteurs performants de production (animaux et autres intrants de l'élevage), le pouvoir d'achat des agri-éleveurs, le manque d'organisation des familles rurales et l'étroitesse des marchés d'écoulement des produits d'élevage. Cette situation entraîne la décapitalisation progressive des exploitations agricoles, l'insécurité alimentaire et l'accroissement de la pauvreté et le chômage rural.
- La faible formation des agri-éleveurs, des chercheurs et des agents d'encadrement réduit le niveau du savoir-faire et des innovations technologiques. Ce problème est plus préoccupant pour les femmes qui jouent un grand rôle dans la production agro pastorale.
- Le financement des petits exploitants et des opérateurs privés et potentiels du secteur a été et reste toujours insuffisant au profit des structures publiques lourdes et budgétivores. Le micro-crédit est peu développé et la plupart des institutions bancaires hésitent à investir dans l'élevage.

Contraintes conjoncturelles

Les contraintes nées de la crise ont aggravé celles décrites ci-dessus et sont essentiellement :

- Les difficultés d'approvisionner les populations rurales en intrants d'élevage manufacturés (produits et matériels vétérinaires, produits et matériels d'insémination artificielle, etc.) et les animaux de races améliorées.
- La perte du cheptel animal fournisseur d'aliments d'origine animale (viande, lait, œuf) et du fumier destiné à l'amélioration du potentielle fertilité des sols ainsi que les dégâts énormes sur les infrastructures et équipements d'élevage.
- La destruction et l'abandon des infrastructures d'élevage jadis réparties dans toutes les zones
- La flambée vertigineuse des prix des intrants et des denrées alimentaires qui entrent dans la composition des aliments composés du bétail. Ce qui rend insuffisant des sources d'approvisionnement en aliments du bétail.

Les potentialités

Les atouts ne manquent pas pour le développement de l'élevage :

- ✓ Chaque burundais est potentiellement éleveur et possède une culture ancienne dans le domaine de l'élevage.
- ✓ Le rôle prépondérant de l'élevage dans la vie sociale et économique des ménages (fertilisation organique)
- ✓ Une demande toujours croissante des produits d'élevage.
- ✓ Avec la restauration de la paix et de la sécurité d'une manière durable, le Gouvernement, les différents bailleurs de fonds (Banque Mondiale, FIDA, Union européenne, BAD, PNUD et la FAO), les ONG et les privés sont disposés à apporter des fonds nécessaires pour le financement du sous-secteur élevage
- ✓ La commune regorge d'un potentiel humain qui, s'il est mobilisé et encadré peut donner un nouvel élan au secteur élevage. Il s'agit essentiellement d'une population rurale jeune et abondante (qu'il faudrait former, sensibiliser et organiser pour améliorer leur condition de vie) et de tout le staff technique d'encadrement qui est sur place au niveau de la province et de la commune.
- ✓ L'existence du patrimoine foncier de l'état, des infrastructures et équipements qui peuvent être réhabilités (anciennes fermes d'élevage abandonnées, station de recherche actuellement sous-utilisée, l'existence des différents mélangeurs d'aliments pour bétail à Mahwa, Ngozi, Muramvya, Gitega, des agro-industries : SOSUMO (mélasse), SRDI (son de riz), Minoterie de Muramvya (son de blé), Brarudi (drêche), COGERCO (tourteau de coton), Huilerie de palme (Tourteau de palmiste) etc... Il faudrait les valoriser en privilégiant l'exploitation par les privés, les organisations des producteurs et les ONGs.

Les perspectives

La poursuite de la politique de repeuplement du cheptel et la généralisation de la chaîne de solidarité communautaire dont le succès a été démontré par certains projets tel que le « Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Gestion de l'Environnement de la FAO » en matière d'accélération de l'intensification et de la culture fourragère.

Pour assurer au programme de repeuplement un maximum de succès, des mesures d'accompagnement devront être mises en œuvre. Il s'agit entre autres de :

- La relance du programme d'immunisation contre les maladies disposant des vaccins
- La réhabilitation et l'installation des unités de production d'aliments pour bétail au niveau des provinces;
- La réhabilitation des infrastructures zoo sanitaires et la mise à disposition du personnel d'encadrement rapproché
- La multiplication et la diversification des cultures fourragères et leur conservation ;
- La création des fermettes modernes modèles de l'Etat dans les provinces.

CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE

5.1. PECHE

Dans la commune de Ntega, la pêche est pratiquée sur le lac Mungere. Il est recensé 2 plages de pêche et la production en 2005 est estimée à 17 tonnes de poissons (espèces Clarias)

Contraintes

Ce secteur est confronté à d'importantes contraintes liées principalement au manque de moyens financiers sur tous les niveaux pour assurer sa promotion. L'organisation et l'encadrement sont handicapés par l'absence de moyens logistiques et financiers. La sécheresse et la famine qui sévit dans Kirundo et à Busoni désorientent les projets des pêcheurs quant à l'achat du matériel réglementaire pour la pêche. Cependant les opérateurs de cette filière ne peuvent pas s'adresser aux banques pour demander des crédits faute de garanties.

Potentialités

Les conditions naturelles sont favorables pour le développement de la pêche grâce à l'existence d'un vaste réseau lacustre très dense et riche en faune ichtyologique.

D'abord le marché local est assuré : la demande est importante à l'intérieur de la province ; ensuite, à part les provinces de l'ouest et du sud du Burundi qui sont servies par le lac Tanganyika, Kirundo reste l'unique au Nord, à l'Est et au centre du pays pouvant produire du poisson grâce à la pêche lacustre.

Solutions à envisager

Il faudra appuyer financièrement le secteur de la pêche sur les lacs du nord pour permettre aux différents intervenants de synchroniser leurs efforts afin de contribuer efficacement à la gestion rationnelle et durable des ressources halieutiques.

5.2. PISCICULTURE

Généralités

En commune Ntega comme pour les autres communes de Kirundo, les activités piscicoles ont débuté autour des années 1990 par des actions conjointes du PNUD et de la FAO et le programme des volontaires du corps de la paix des Etats Unis d'Amérique.

En collaboration avec le département des eaux, pêche et pisciculture et la DPAE Kirundo, les volontaires du corps de la paix à Kirundo assuraient l'encadrement technique des travaux piscicoles dans toute la Province.

Depuis 2003 jusque maintenant l'encadrement technique en pisciculture est assuré par la DPAE Kirundo.

Actuellement, à part quelques étangs piscicoles éparpillés ici et là dans les marais à titre individuel, la plupart des exploitants travaillent en associations.

Les associations piscicoles connues sont au nombre de vingt six dont deux à Busoni

Statistiques sur les productions

Commune	Nombre d'étangs piscicoles		Superficie moyenne des étangs	Espèces élevées	Nombre moyen de récoltes par an	Quantité totale récoltée	
	2004	2005				2004	2005
Bugabira	0	0	0	0	0	0	0
Busoni	6	6	6	Tilapia	2	900	800
Bwambarangwe	23	23	4.7	Tilapia	2	2772	2875
Gitobe	19	18	5.5	Tilapia	2	3737	3717
Kirundo	23	23	5.5	Tilapia	2	3848	4400
Ntega	18	18	5	Tilapia	2	2880	3600
Vumbi	10	9	5	Tilapia	2	1600	1510
Total	99	98	5		2	15 737	16 902

Source : Responsable provincial de la pêche et pisciculture

On remarque que la commune de Ntega occupe le troisième rang provincial au niveau de la production piscicole avec 21 %. Elle est devancée par les communes Kirundo et Gitobe.

Facteurs de production

Les alevins sont distribués aux pisciculteurs dans les proportions suivantes :

Commune	Nombre d'alevins distribués	
	2004	2005
Bugabira	500	600
Bwambara	130	130
Gitobe	2300	2800
Kirundo	5000	1500
Ntega	6200	7300
Total province	14030	12330

Source : Responsable provincial de la pêche et pisciculture

Contraintes

Parmi les contraintes majeures, l'on pourrait citer :

- absence de centres de production d'alevins de bonne qualité ;
- absence des centres de formation en matière de pisciculture pour les encadreurs et autres agents de vulgarisation ;
- vols fréquents des poissons dans les étangs.

Potentialités

La présence d'agents bien que mal formés et mal équipés.

Solutions envisagées

Entrevoir la possibilité d'implantation des centres des formations à travers le pays.

Relancer le financement du secteur

CHAPITRE VI. FORETS

La province de Kirundo en général et en particulier la commune de Ntega connaissent une période de sécheresse dramatique. Cette situation est, selon plusieurs experts, imputables à la dégradation des forêts et au déboisement accéléré auxquels la région a été confrontée pendant plusieurs décennies.

L'Agroforesterie est presque généralisée dans tous les champs et il est beaucoup plus développée que la foresterie.

Des efforts de production des plants sont réels. Près d'un demi million de plants ont été produits et diffusés entre 2004 et 2005.

Curieusement, la **forêt ne pousse pas et il y a lieu de s'interroger :**

- Est-ce que réellement les populations les plantent ou les programmes restent du ressort de la démagogie politique
- Est-ce que les chiffres sont vrais
- Est-ce une faible adhésion des communautés qui n'accorderaient que de faibles soins et protection insuffisante des plants contre les animaux élevés en divagation sur les pâturages
- Est-ce les seuls problèmes importants de termites et de sécheresse signalés
- Est-ce les conséquences d'une mauvaise période de repiquage suite aux retards administratifs lors de la distribution

Dans la province, 80 % des boisements appartiennent à l'Etat et il est de notoriété publique que la chose publique est la moins soignée au Burundi. Faudrait-il revoir le statut d'appartenance de ses forêts et boisements artificiels domaniaux ?

6.1. Forêts naturelles

La commune de Ntega possède deux forêts naturelles à savoir celle de Rushubije (5ha) et Mugendo (8 ha). Elle est constituée de plus de 5 espèces dont principalement Acacia sp et Parina excelsa.

6.2. Les boisements artificiels

La commune Ntega compte 650 ha de boisements dont 490 ha appartiennent à l'Etat et 156 ha à la commune. Seulement Quatre (4) ha sont propriété des privés

Les 650 ha de boisements artificiels se répartissent dans la commune de façon suivante :

Zones	Localisation du boisement	Type d'essence	Superficie en ha	Propriétaire
Ntega	Cinkavu	Eucalyptus	5	Communal
	Muhuhure	Eucalyptus	7	Communal
	Jabiro	Maesopsis	12	Etat
	Mumana	Eucalyptus	2	Communal
	Gihome	Eucalyptus	27	Etat
	Ryamwezi	Eucalyptus	36	Communal
	Gitanga	Eucalyptus	8	Communal
	Mburabuturo	Maesopsis	11	Etat
	Kandava	Eucalyptus	14	Etat
	Kisota	Eucalyptus	22	Etat
	Kisena	Pinus	8	Communal
	Migezi	Eucalyptus	4	Communal
	Mwendo	Eucalyptus	51	Etat
	Runyoni	Eucalyptus	27	Etat
	Kigaga	Eucalyptus	40	Etat
	Kamenya	Eucalyptus	27	Etat
	Nyarunazi	Eucalyptus	5	Communal
	Monge	Eucalyptus	25	Etat
	Kiramata	Cyprès	10	Communal
	Kigori	Eucalyptus	20	Etat
	Butendwa	Pinus	4	Communal
	Mungendo	Pinus + Euca.	23	Etat
	Ntore	Eucalyptus	9	Communal
	Mashuha	Eucalyptus	17	Communal
	Burengo	Eucalyptus	8	Communal
		Calli + Pinus	27	Etat
	Ryabigwanyi	Eucalyptus	24	Etat
	Mucamo	Eucalyptus	3	Communal
	Bugorora	Euca + Grev.	26	Communal
	Buryamanisiha	Eucalyptus	4	Communal
Mutumba	Euca. + Cedr. + Grev.	140	Etat	
Ntega	Euc. + Cyp.	4	Collectivité	
Mwendo	Eucalyptus		Individus	

Source : responsable provincial des forêts

6.3. Production des plants forestiers

Les efforts de reboisement de plusieurs partenaires ont permis la production des milliers de plants forestiers et agro forestiers comme présenté dans le tableau suivant :

Producteurs	Nombre de plants produits	
	2004	2005
Privés	10 000	0
Grouperments locaux	0	120 000
Commune	450 000	0
Etat	0	0
Autres (projets, ONGs)	0	25 000
Total	460 000	145 000

Source : responsable provincial des forêts

Les plants sont distribués aux populations à base de prix fortement subventionné de 20 à 30 francs Bu le plant.

6.4. Production forestière

Année	Bois de feu		Bois d'oeuvre		Bois de services	
	Charbons (nbre de sacs)	Stères (m 3)	Planches (nbre)	Madriers (nbre)	Perches (nbre)	Poteaux (nbre)
2004	47800	70350	179700	66300	6500	61
2005	63800	94650	174600	82700	231000	32

Source : Responsable provincial des forêts

6.5. Transformation du bois

Nombre de scieries : 21

Nombre de menuiseries : 1

Nombre de fabriques de charbon : 27 sites permanents mais qui utilisent du bois de plusieurs provenances.

6.7. Principales contraintes, potentialités et perspectives

Contraintes

Dans la province de Kirundo, le secteur de la forêt souffre des mêmes tares qui affectent la gestion des forêts au niveau national. En effet, le secteur forestier est jeune, mais il nécessite une organisation technique et financière. Les grands défis auxquels le secteur forestier fait face sont les suivants :

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la faible implication des populations et des administratifs à la base, au niveau de l'élaboration et de la mise en œuvre de la législation forestière, le code forestier, le code foncier, le code de l'environnement.
- l'administration territoriale, partenaire incontournable, dans la gestion des ressources naturelles en générales et des forêts en particulier, confrontée aux problèmes de manque de propriété foncière, aux problèmes de rapatriés et des déplacés intérieurs, distribue des terres boisées aux demandeurs et participent à la dégradation de l'environnement

Perspectives d'avenir

Dans le souci de limiter les pressions anthropiques sur les forêts (boisements et aires protégées), la politique nationale qui est appliquée à Kirundo qui s'emploie à développer l'agroforesterie et autres activités génératrices de revenus autour des écosystèmes forestiers.

L'amélioration des rendements en énergie en utilisant des foyers améliorés pourrait aider à préserver les forêts de la surexploitation.

La mise en place des outils gestion dans un cadre participatif, devrait permettre d'améliorer la situation des forêts dans l'intérêt des générations présentes et futures.

CHAPITRE VII. INDUSTRIE ET ARTISANAT

7.1. INDUSTRIE

En dehors des industries agro-alimentaires axées sur la transformation du caféier, la commune ne dispose d'aucun autre type d'industrie.

Les unités artisanales de transformation du bois ne peuvent pas être assimilées à des activités industrielles.

Les unités de transformation du caféier recensé dans la commune Ntega sont au nombre de deux usines de dépulpage et de lavage du café.

Quoique la production industrielle du tabac soit signée dans cette commune, tout le tabac produit est acheminé vers l'usine de Cibitoke.

7.2. ARTISANAT

Il est remarquable que le secteur de l'artisanat dans cette commune comme au Burundi ait connu ces derniers temps beaucoup de contraintes dans le développement ; ceci suite à l'absence d'une politique claire en matière du développement artisanal.

Le secteur artisanal a souvent été délaissé et relégué au dernier rang des autres secteurs socio-économique. Il ne serait pas alors étonnant de remarquer qu'après analyse de l'évolution de ce secteur combinant les aspects de production et de formation, l'essor connu n'est en aucun cas satisfaisant.

Cependant il constitue une alternative sérieuse pouvant désengorger le secteur agricole étouffé par la surpopulation et la pression insoutenable sur les facteurs terre.

Il est malheureux de constater que les artisans font recours à leur unique génie sans appui de l'Etat quand l'une ou l'autre ONG ou projet ne vient secourir quelques associations éphémères.

Le secteur est caractérisé par un vaste éventuel d'activités variées à travers lesquelles on distingue 3 types d'artisanat :

- L'artisanat de production
- L'artisanat de service
- L'artisanat d'art

Chaque type d'artisanat s'articule sur une série de filières

7.2.1. Situation du secteur artisanal par type d'artisanat

Artisanat de production

Appelé également « Artisanat Utilitaire », il est le plus pratiqué dans la commune et accapare le plus grand nombre d'artisans et d'unités de production artisanales. Il comprend différents métiers qui, dans l'exécution, possèdent une phase de transformation. Nous citerons entre autres la menuiserie pour la filière « Bois », la tuilerie et la briqueterie pour la filière « Terres-cuites et carrières », la Forge et Constructions Métalliques pour la filière « Métal », la vannerie et la fabrication des brosses et sacs à main pour la filière « Fibres Végétales », la broderie et la couture pour la filière « Textile ».

Cette catégorie d'artisanat est rencontrée presque partout dans la commune avec une qualité de produits variable suivant l'exigence et le pouvoir d'achat de la clientèle ainsi que le niveau technique du savoir-faire de l'artisan.

Situation de l'artisanat de production

Le nombre d'artisans recensé par filière se présente comme suit :

- Menuiseries : 2
- Briqueteries : 11
- Tuileries : 32

- Boulangeries : 15
- Poteries : 36
- Forge : 0
- Savonnerie : 0
- Vannerie et tissage : 0

Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux mais aussi extérieurs à la province surtout en matière de briqueterie, menuiseries, tuileries, poteries,....

Artisanat de service

Cette catégorie d'artisanat est en grande partie rencontrée dans les centres urbains. Les artisans qui s'adonnent à ce type d'activités rendent des prestations de services qui, en grande partie sont en rapport avec les réparations des équipements ménagers (radio, frigo, cuisinière, montre, télévision) ; les réparations et entretien des moyens de déplacement (véhicule, motos, vélos, etc) ; bref, ce domaine est prospère suite aux relations entre clients et artisans. Il est généralement propriété privée des artisans.

Dans la commune Ntega, on rencontre les types suivants :

Couture : 216

Soudure : 2

Atelier de réparation électro mécanique : 0

Cordonnerie: 0

Boucherie: 0

Ces unités sont orientées vers la satisfaction des besoins fonctionnels. Les gros secteurs sont constitués par la couture, la réparation mécanique, la boucherie,

Artisanat d'art

Au niveau national, les activités de ce type d'artisanat débouchent sur la production d'objets plutôt décoratifs. Il commence à prendre forme parallèlement au développement du tourisme. Se retrouvent dans cette catégorie : la sculpture sur bois, sur métal, en argile ; le travail sur les pierres précieuses ; la peinture sur tissus, sur bois, en feuille de bananier ; la pyrogravure etc.

Il est implanté dans les centres urbains et se développe considérablement. Des kiosques de produits artisanaux se retrouvent sur des axes principaux et sont principalement des articles propres pour l'exportation car, le marché local est restreint pour ce type d'artisanat.

Pour faire connaître ces produits, le Burundi participait auparavant à des foires régionales ou internationales qui ont connu de réels succès.

A Ntega, il n'est pas signalé ce genre d'artisanat.

7.2.2. Principales contraintes, potentialités et perspectives de promotion du secteur artisanal

Contraintes liées au secteur de l'artisanat

- L'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- L'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- L'inadéquation production-écoulement des produits artisanaux ;
- L'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public ;
- Les problèmes divers liés à la crise politique et socio-économique du Burundi.

Perspectives du secteur artisanal

7.2.3. Partenaires et bailleurs de fonds : Intervenants dans le secteur

- L'Etat burundais
- L'assistance étrangère bilatérale ou multilatérale ou ONGs
- Les confessions religieuses ou collectivités locales
- Les associations sans but lucratif
- Les artisans et autres promoteurs privés.

La Coordination provinciale de l'enseignement des métiers est la seule structure officielle provinciale connue pour s'occuper des métiers et artisanat. Ses moyens limités pour ne pas dire inexistantes la rendent quasi inconnue des artisans de la commune.....

7.3. GEOLOGIE, MINES ET MINERAIS

Les indices de minéralisation identifiés dans la province Kirundo sont : SnO₂, W et l'Or.

La géochimie semi-détaillée de la province révèle les éléments prédominants suivants : Sn, W, Pb, Zn.

La prospection géologique et minière qui complète les travaux précédents a abouti à une mise exploitation des gisements suivants de Tourbe, Sn, W, Nb , Ta, SnO₂, W₃

CHAPITRE VIII. ENERGIE

8.1. Energie électrique

Beaucoup d'investissements dans l'électrification des zones rurales ont été consentis par le Gouvernement du Burundi avec des appuis financiers de ses partenaires et bailleurs de fonds. Grâce à ces financements, plus de 1.200 ménages et plusieurs infrastructures publiques (écoles secondaires, centres de santé, bureaux communaux, paroisses,...) ont été raccordés aux réseaux basse tension de la Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rurales (DGHER).

Dans le souci de doter des équipements d'éclairage les ménages et les collectivités éloignés du réseau électrique national et ayant une faible demande en énergies électriques, le Gouvernement a introduit des sources d'énergies alternatives (énergie solaire photovoltaïque et biogaz) qui, malheureusement, n'ont pas pu être développées à grande échelle suite à la suspension des financements extérieurs.

Dans la province de Kirundo, les lignes électriques de distribution sont déjà disponibles dans 2 communes à savoir Kirundo et Ntega. Au total, 2 centres sont alimentés en électricité par la Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rurales à partir du réseau électrique de la REGIDESO. Ces centres comptent un effectif de 34 branchements privés, avec une consommation moyenne par client/mois qui varie autour de 24 KW.

Situation de la desserte en énergie rurale – DGHER en province de Kirundo

Province	Commune	Lignes électriques de distribution				Centres électrifiés		
		Désignation de la ligne	Linéaire de la ligne MT (km)	Linéaire de la ligne BT (km)	Nbre de transformateurs	Nom de centres électrifiés	Nbre de branchements	Consommation moyenne par client en KW/mois
Kirundo	Kirundo-Ntega	Rurata-Ntega	14	5	2	Ntega	34	24
Total			14	5	2	-	34	24

Source : DGHER

8.2. Les combustibles ligneux

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la province. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

Les prix sont fonction de la qualité de combustible, des lieux de vente et de la période. En effet, sur les marchés ruraux, le bois de chauffe et le charbon de bois coûtent moins cher en saison sèche et en saison des pluies. Par contre ce même combustible peut coûter deux voire trois fois plus cher durant ces mêmes périodes en ville.

La dégradation du couvert végétal de la province est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- Pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;
- Interdiction de couper le bois vert.

La politique de reboisement ne peut se faire que par un important projet de reboisement rural et de diversification des activités économiques (introduction de nouvelles activités génératrices de revenus) en milieu rural dans un programme de développement local et participatif.

8.3. Les besoins

Les besoins en énergie sont plus ressentis à tous les chefs lieux des communes, aux centres ruraux, centres de santé, collèges communaux et autres projets économiquement rentables.

8.4. Intervenants

Les grands intervenants en matière d'électrification sont notamment la REGIDESO pour les centres urbains et les centres à vocation urbaine, la DGHER dans le milieu rural.

8.5. Principales contraintes, potentialités et perspectives

Principales contraintes.

Les ressources financières limitées de la DGHER, ne lui permettent pas d'électrifier tous les centres ruraux et autres infrastructures socio-économiques qui ont besoin d'électricité.

Là où les lignes électriques existent, les raccordements privés restent limités malgré les éventuelles possibilités d'extension des réseaux, à cause de la pauvreté des populations.

Potentialités

Le réseau hydrologique national constitue un atout majeur pour la promotion et le développement du secteur énergie.

Perspectives

Les actions à mener dans le secteur de l'électrification rurale et des énergies alternatives sont les suivantes :

- actualiser le plan directeur de l'électrification rurale ;
- négocier les financements nécessaires à l'exécution du plan directeur d'électrification rurale ;
- réaliser les études d'exécution des projets des micro-centrales hydroélectriques, des lignes électriques et d'installations photovoltaïques retenues ;
- exécuter tous les projets retenus ;
- informer les ménages ruraux sur la technologie du biogaz et mettre sur pieds des systèmes de financement des installations en faveur des demandeurs ;
- promouvoir l'utilisation des systèmes solaires photovoltaïques par les ménages ruraux au moyen de l'information et de la formation des futurs bénéficiaires et par réduction des taxes qui constituent aujourd'hui une barrière importante au développement de cette technologie.

CHAPITRE IX. COMMERCE, TRANSPORT ET COMMUNICATION

9.1. COMMERCE

Dans la commune de Ntega, le commerce intérieur a été sérieusement perturbé pendant la crise. Les circuits de distribution intérieurs, les centres de négoce, les magasins et autres boutiques ont été détruits ou pillés. Les produits importés ont connu des flambées suite à la spéculation et à la contrebande.

Le secteur commercial occupe une place importante dans la vie de la commune car il constitue la seule ressource financière des communes via les taxations diverses.

Les activités commerciales sont réalisées principalement à travers 5 marchés ruraux dans lesquels opèrent près de 300 commerçants permanents et près de 700 petits commerçants détaillants dans des boutiques, cabarets et stands / échoppes montés lors des jours de marchés.

Ces marchés procurent à la commune des taxes annuels évalués à 18 Millions de Fbu.

Les principaux produits de commerce sont les denrées alimentaires et les articles ménagers.

L'activité est assurée par les nationaux avec une prédominance des hommes.

9.1.1. Situation du secteur commercial

Effectifs des opérateurs dans le commerce formel et informel

Nom du marché ou centre de négoce	Taxes perçus en 2005	Nombre de commerçants		Nombre de stands, boutiques et cabarets			
		H	F	Boutiques	restaurants	Cabarets	échoppes
Centre de négoce de Ntega	8 000 000	125	6	157	9	158	130
Centre de négoce de Mugendo	10 000 000	175	4	120	7	92	60
Marché de Rushubije	500 000	12	-	50	6	8	10
Marché de Gisitwe	73 654	5	-	10	-	2	-
Marché de Murungurira	200 000	8	-	20	3	4	30
Total commune	18 773 654	325	-	357	-	264	-

Source : Comptabilité communale

Toutes les zones de la commune Ntega sont dotées de marchés ou centres de négoce.

Il faut signaler que le marché de Gisitwe n'est pas fonctionnel suite à la famine qui frappe la région.

Les centres de négoce de Ntega et Mugendo sont les plus dynamiques.

9.1.2. Les principales contraintes, potentialités et perspectives

Les principales contraintes du commerce à Ntega sont liées :

- à l'inopérationalité des centres de négoce suite à l'insécurité qui persiste dans certaines parties de la province
- à la désorganisation du circuit de distribution
- au faible niveau de revenus des ménages,
- à l'accès au crédit pour les petits commerçants qui reste difficile par manque de garanties,
- au taux d'intérêt bancaire élevé pour ceux qui sont éligibles
- A la faiblesse de production des cultures vivrières et à la forte part réservée à l'autoconsommation d'une population galopante.

La relance des activités de commerce passera par la résolution de ces contraintes structurelles et conjoncturelles. Les objectifs spécifiques à court et moyen termes sont :

- la reconstruction et la redynamisation des centres de négoce
- la disponibilisation des produits et la stabilisation des prix
- la création d'un fonds d'aide et d'appui aux commerçants, les sinistrés en particulier.

D'une manière générale, la stratégie de développement commercial est basée sur trois actions principales :

- actions de réhabilitation des infrastructures commerciales
- actions visant le développement des activités commerciales
- actions visant l'encadrement administratif.

9.2. TRANSPORT ET COMMERCIALISATION

9.2.1. Situation du secteur

Les déplacements des personnes et le transport des marchandises dans la commune Ntega sont assurés par des moyens empruntant les voies terrestres et lacustres.

Les moyens de transport les plus usuels sont le transport par tête, par vélo, par automobile et par barques sur les lacs

Les moyens de transport par tête et par vélo sont plus courants dans cette commune.

Le réseau routier qui sillonne la commune de Ntega est composé de routes communales et pistes rurales.

Le réseau des pistes est de loin le plus important.

Routes communales Ntega

Nom de la Route Communale	Longueur	Latéritisée	Non latéritisée	Nbre de km à réhabiliter
Rurata-Ntega	14 km	3km	11km	11km
Ntega-Mugendo	15km	0	15km	15km

Source : Administration locale

Ponts et ponceaux de la commune Ntega

Ponts/Ponceaux		Etat		Bois
		Bon	Mauvais	
Barrière Nyakibingo	Bloc ciment circulaire	x		
Ku musenyi	Bloc ciment circulaire + fer à béton	x		
Kanbugiri	En bois		x	
Musiy'ikambi (kanabugiri)	Bloc ciment circulaire	x		
Ngagara	Bloc ciment circulaire	x		
Winjiye kw'isoko	Bloc ciment		x	
Ntega-Mugendo	7 ponts en bois		x	

Source : Administration locale

9.2.2. Principales contraintes, potentialités et perspectives du secteur routier

L'entretien et la remis en état des routes nationales et routes provinciales sont du ressort des autorités nationales.

Ici l'intérêt porte sur les pistes rurales qui relèvent des autorités communales et provinciales.

Contraintes

La situation actuelle du réseau des pistes rurales montre qu'il a été fort affecté par la crise déclenchée en 1993. Cette dernière a entraîné :

- un arrêt des projets qui avaient dans leur plan d'action un volet d'aménagement et d'entretien des pistes rurales ;
- des déplacements des populations suite à l'insécurité et par conséquent l'impossibilité de les mobiliser pour des travaux d'entretien des pistes rurales ;
- une baisse des productions des cultures industrielles enregistrées et par conséquent celle des recettes qui n'a plus permis de dégager des ressources nécessaires pour assurer l'entretien des pistes.

A côté des difficultés induites par la crise et qui sont donc conjoncturelles, le secteur des pistes rurales connaît beaucoup de contraintes structurelles. Il s'agit notamment de :

- l'absence de structures communautaires chargées d'entretien et de maintenir en bon état les réseaux communaux des pistes rurales ;
- la faiblesse des moyens humains, matériels et financiers alloués au ministère de tutelle des pistes rurales en vue de la mise en œuvre des politiques et des programmes de désenclavement et de réhabilitation des pistes rurales ;
- une faible participation des communautés locales dans l'identification, l'exécution des ouvrages de désenclavement.

Atouts/ Potentialités

La commune de Busoni possède un potentiel important pour réhabiliter son réseau de pistes rurales et en aménager d'autres. On pourrait relever notamment :

- une main d'œuvre abondante en milieu rurale pouvant être impliquée dans des travaux en système HIMO ;
- une topographie favorable, la commune a un relief plat

Perspectives

Les perspectives envisagées visent le désenclavement de la commune afin de faciliter les échanges intercommunaux et l'encadrement de la population pour son auto développement. Elles sont axées sur :

- la réhabilitation des pistes et ponts ruraux détruits durant la crise ;
- la mise en place dans toutes les communes des structures communautaires chargées de la maintenance et de l'entretien des divers ouvrages (régies communautaires des pistes rurales) ;
- l'aménagement de nouvelles pistes de manière à desservir tous les centres présentant des potentialités de développement ainsi que les centres sociaux et administratifs (communes, zones, écoles centre santé) ;
- l'élaboration d'un Plan Directeur provincial de désenclavement des communes;

Le réseau routier de la commune



9.3. COMMUNICATION

Dans la commune de Ntega, il n'existe ni bureau postal, ni fax, ni phonie. Très peu de personnes disposent d'un téléphone mobile.

9.4. TOURISME ET HOTELLERIE

La commune de Ntega ne dispose d'aucune infrastructure touristique et hôtelière.

Patrimoine culturel

Le patrimoine culturel constitue l'ensemble des éléments matériels et non matériels qui contribuent à maintenir et à développer l'identité culturelle d'un peuple ou d'une communauté dans le temps et dans l'espace.

Sur le plan culturel, la province Kirundo dont Ntega fait partie est surtout connu à travers le monde par ses célèbres danseurs Intore et les célèbres clubs traditionnels dont le club « Lacs aux oiseaux » qui exhibent des danses folkloriques très variées et très connu du public burundais.

Une grande richesse est également observée au niveau de la poésie pastorale, des récits épiques, des berceuses, etc.

Le patrimoine culturel de la commune ne renferme ni arts, ni musées, ni sites historiques, ni monuments.

9.5. INSTITUTIONS FINANCIERES

Aucune banque commerciale, aucune banque de développement et aucune compagnie d'assurance n'est implantée dans la commune Ntega.

CHAPITRE X. SANTE

10.1. Données épidémiologiques

Centres de santé	Nombre de cas par mois				
	Paludisme	Maladies diarrhéiques	Infections respiratoires	Dysenterie bacillaire	Malnutrition
CDS Rushubije	1500	36	13	34	0
CDS Mugendo	3226	342	344	0	52
CDS Murungurira	1855	438	632	286	59
CDS Runyankenzi	2768	92	62	0	0
CDS Ntega	3558	144	66	46	0
CDS Nyamisagara	(Non fonctionnel)				
Total	12907	1052	1117	366	111

Source : Données fournies par les chefs des secteurs de santé sur base du rapport annuel 2005, DPS Kirundo

Le tableau ci-dessus nous renseigne que le paludisme est la maladie la plus répandue dans la commune avec des consultations dépassant les 12 000 cas par an, soit une moyenne de consultation mensuelle de 1 000 personnes pour une seule commune.

Heureusement que le coût des soins reste faible (350 Fbu la cure) et que les populations se font soigner dans les structures indiquées.

Les maladies diarrhéiques et les infections respiratoires suivent avec des effectifs oscillant autour de 1000 cas de personnes affectées chaque année. Les autres maladies importantes sont la dysenterie bacillaire et la malnutrition qui touchent respectivement 400 et une centaine de cas par an.

10.2. Vaccination

La réalisation des vaccinations est régulière dans les CDS sauf en cas de période de panne de frigo qui peut durer plusieurs mois.

10.3. Etat des infrastructures

Zone	Type d'Infrastr.	statut	Année de constr.	Matériaux de constr.	Etat actuel	Existence eau	Existence électricité	Existence équipement standard	Bâtiments
Rushubije	CNS Rushubije	privé	1998	Semi Durable	Bon	oui	non	complet	incomplets
	CDS Rushubije	GA	1998	Semi Durable	Bon	oui	non	complet	incomplets
Mugendo	CNS Mugendo	privé	1992	Durable	Bon	Non	non	Complet	complet
	CNS Murungurira	privé	2003	Semi Durable	Bon	non	Non	Complet	incomplet
	CDS Mugendo	GA	1992	Durable	Bon	Non	non	Complet	complet
	CDS Murungurira	privé	2003	Semi Durable	Bon	non	Non	Complet	incomplet
Ntega	CNS Runyankenzi	privé	1991	durable	Bon	non	non	Complet	complet
	CDS Runyankenzi	GA	1991	durable	Bon	non	non	Complet	complet
	CDS Ntega	privé	1978	Durable	bon	oui	non	Complet	complet
Cendajuru	CDS Nyamisagara	GA	2005	Semi durable	Bon	non	non	incomplet	incomplet

Source : Données fournies par les chefs des secteurs de santé sur base du rapport annuel 2005, DPS Kirundo

La commune Ntega compte comme infrastructures sanitaires 6 centres de santé et 4 centres de nutrition supplémentaires répartis dans les 4 zones.

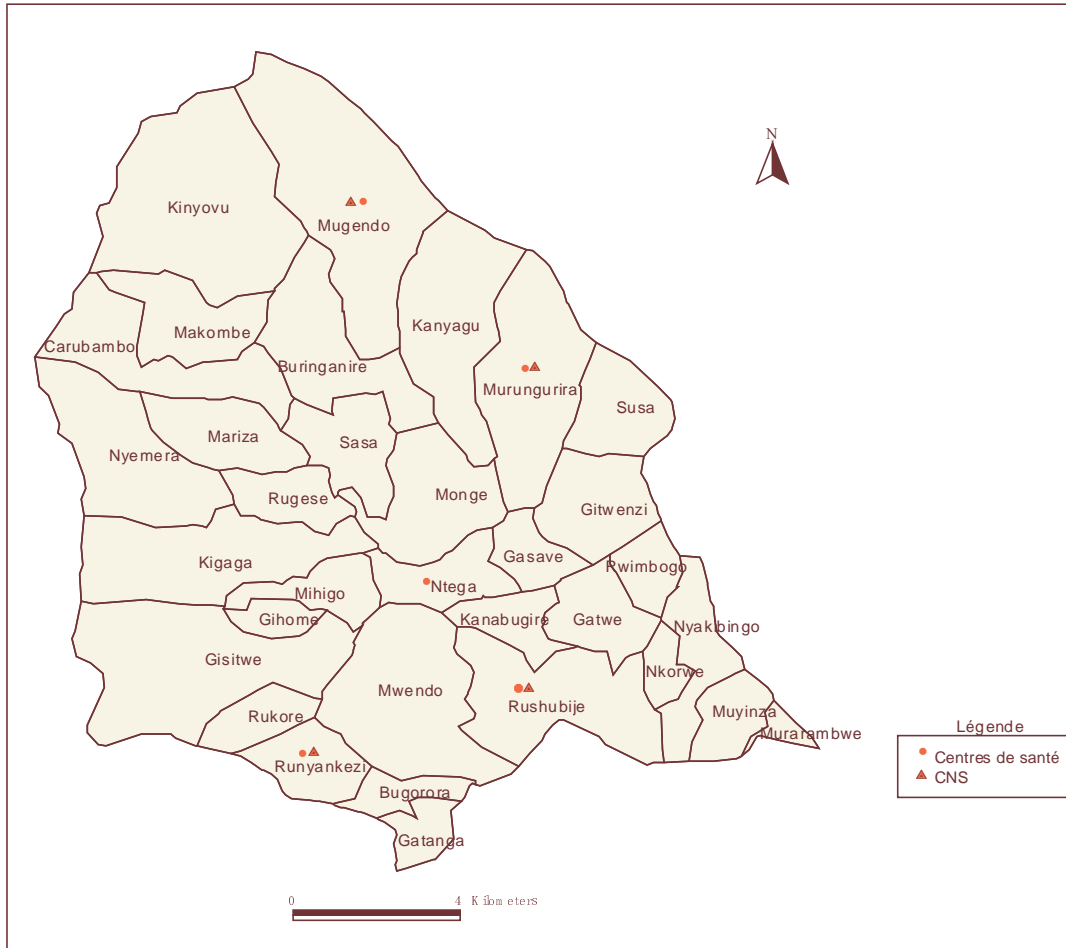
Tous les centres de santé et Centres de nutrition supplémentaires sont en bon car construits avec des matériaux durables ou semi-durables.

Seuls deux d'entre eux, Ntega et Rushubije sont alimentés en eau et aucun centre n'est alimenté en électricité.

Les CDS Rushubije, Murungurira et Nyamisagara sont jugés incomplets en bâtiments.

L'approvisionnement en médicaments est assuré par le ministère de la santé via le Dépôt pharmaceutique de Buterere et la Direction Provinciale de la santé.

Carte d'implantation des structures sanitaires



10.4. Equipements en laboratoires

Seul le centre de santé de Ntega peut réaliser des analyses bactériologiques (crachat pour détection de la bacille de Koch et les urines pour détecter certaines infections). Les autres sont équipés uniquement pour faire les gouttes épaisses et l'analyse des selles.

10.5. Fréquentation et capacités d'accueil des structures de santé

Zone	Type d'Infrastructure	Nombre de collines de recensement desservies	Fréquentation par mois	Nombre d'hospitalisés par mois	Nombre de lits
Rushubije	CNS Rushubije	8	102		
	CDS Rushubije	8	788	7	5
Mugendo	CNS Mugendo	6	116		
	CNS Murungurira	7	128		
	CDS Mugendo	6	862	18	10
	CDS Murungurira	7	586	5	5
Ntega	CNS Runyankenzi	8	47		
	CDS Runyankenzi	8	466	6	14
	CDS Ntega	6	436	38	20
Cendajuru	CDS Nyamisagara			Non fonctionnel	
Total		64	3531	74	54

Source : Données fournies par les chefs des secteurs de santé sur base du rapport annuel 2005, DPS Kirundo

Les CDS de la commune totalisent 54 lits d'hospitalisation qui accueillent en moyenne 74 patients par mois.

Au regard de ces chiffres, la capacité des centres de santé est débordée par les demandes en hospitalisation. La situation s'aggrave lors de certaines périodes de recrudescence de la malaria.

Au regard de ces chiffres, on en déduit qu'il existe 54 lits d'hospitalisation pour 97 540 habitants, soit 1 lit pour 1800 habitants.

10.6. Ressources humaines

Les structures de santé de la commune utilisent un personnel technique composé de 3 A3, 2 A2, 1TPS, 2 secrétaires, 4 comptables gestionnaires de santé, 23 aides infirmiers formés et 2 Non formés

Si on considère que la population de la commune Ntega est de 97 540 habitants, les ratios suivants se dégagent : 19 508 hab / infirmier

10.7. Contraintes

- Pauvreté excessive des populations qui ne parviennent plus à se faire soigner malgré le coût relativement peu cher dans les structures publiques
- La famine qui complique certaines pathologies
- Insuffisance du personnel soignant
- Manque d'équipements des structures sanitaires;

- Manque des médicaments.

10.8. Stratégies / actions à mener

- Doter la commune d'un personnel de santé qualifié et suffisant
- Formation, sensibilisation et motivation du personnel soignant ;
- Soutien technique et financier par l'Etat ;
- Promotion des soins préventifs.

10.9. APPROVISIONNEMENT EN EAU

10.9.1. Situation actuelle de desserte en eau potable

Commune	Sup .	Nb de ménages	Nbre points d'eau														
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCEP	Nbre total de points d'eau					
												Fonctionnels	Non fonctionnels	Total	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels et non	Nb de points d'eau fonctionnels / 500 m
Ntega	260	23438	6	2	1	26	21	56	1	18	2	89	41	130	263	180	0.34
Total	1703	139 415										604			230		0.34

La commune Ntega dispose de 130 Points d'eau comprenant les sources aménagées, les branchements privés, les bornes fontaines et les puits forés.

Alors que les normes pour un approvisionnement en eau optimal est de 1 puit d'eau par 500 m, dans la commune de Ntega on recense 0.34 points d'eau fonctionnels pour 500 m. Ce qui est 3 fois inférieur aux normes.

Aussi le nombre de ménages par point d'eau de 263 est plus de 8 fois les normes requises de 30 ménages pour 1 point d'eau.

Ce qui est inquiétant, c'est le pourcentage de points d'eau non fonctionnels. Sur les 130 points d'eau, 41 ne sont pas fonctionnels ce qui représente 31 %.

Le réseau d'adduction long de 48 km linéaire compte 38 réservoirs et sert toutes les 28 collines de la commune.

Toutes ces infrastructures s'avèrent largement insuffisantes pour desservir les ménages dont les effectifs sont évalués à 23 438. La question de l'eau dans la commune reste la priorité des priorités.

10.9.2. Contraintes

- Absence de sensibilisation des populations à la prise en charge de l'entretien des infrastructures d'eau de la commune ;
- Absence d'initiative des bénéficiaires pour la réparation des points d'eau défectueux.
- Ignorance de technologie de captage des eaux à partir des cours d'eau existants ;
- Ressources financières de la commune limitées.
- Mauvais fonctionnement des régies communales de l'eau (RCE).

10.9.3. Actions à mener

- Construction de nouveaux points avec souci d'une répartition équitable des points d'eau dans la commune ;
- Sensibiliser la population à une prise en charge communautaire des infrastructures ;
- Renforcer les capacités des RCE.

CHAPITRE XI. HABITAT

Le Burundi a adopté, depuis 1989, une politique visant l'acquisition d'un habitat décent pour toute la population. Cette politique a été appuyée par plusieurs partenaires du Gouvernement. Les interventions ont porté sur l'octroi du crédit en nature ou en espèce en faveur de l'amélioration de l'habitat rural mais également sur des actions de promotion des matériaux de construction produits localement et plus particulièrement les matériaux de couverture.

Avant la crise de 1993, le taux de maison à toiture améliorée était d'environ 45 %. Le taux de croissance annuel dans le secteur de l'habitat était de 3,3 % et il fallait doubler pour atteindre l'objectif d'un habitat décent pour tous à l'horizon 2000 que le gouvernement s'était fixé.

Les effets de la crise sur l'habitat rural furent des plus dramatiques. En effet, plus de 32.000 maisons ont été détruites dans la seule province de Kirundo dont 1219 dans la commune de Ntega.

Les populations ont dû se regrouper dans des camps de déplacés, tandis que d'autres ont fui le pays et vivent dans des camps des réfugiés dans les pays voisins, surtout en Tanzanie.

Sur 1219 maisons détruites dans la commune Ntega, 1056 (soit 90 %) ont pu être reconstruites de façon provisoire avec des efforts particuliers.

Actuellement l'habitat dans la commune de Ntega ne répond pas aux normes requises pour un habitat décent celui qui comprend des maisons construites en matériaux durables, ayant un plan bien aéré et qui répond aux normes techniques prévues, couvertes de tôles ou des tuiles. C'est également un habitat bénéficiant d'un équipement minimal intérieur et environnemental permettant aux occupants et aux voisins de vivre en bonne santé à l'abri des sources de dégradation de la vie, des intempéries, des milieux insalubres,

L'habitant de Ntega, très attaché à sa part du domaine terrien (Itongo) se matérialisant par la mise en place d'une habitation entourée d'exploitations agro-pastorales.

Tout le territoire de la commune est occupé par des familles sur des terrains de plus en plus morcelés au fur des générations.

Dans la commune de Ntega, on distingue deux types d'habitat, à savoir : l'habitat rural et l'habitat urbain.

11.1. L'habitat rural

L'habitat rural est généralement dispersé sur les collines.

L'on rencontre aussi un type d'habitat groupé au chef-lieu de la commune et dans une moindre mesure autour des petits centres de négoce.

L'habitat rural dans la commune est en général précaire et rudimentaire compte tenu des matériaux utilisés :

- Les murs sont en briques cuites, briques adobe, ou en pisée avec forte dominance des deux derniers cas (85%);
- Les toits sont en tôles, en tuiles de fabrication artisanale, ou en chaume avec dominance du dernier cas (80%)
- Le pavement est en ciment ou en terre battue avec dominance du dernier cas (95%).

En ce qui concerne l'habitat rural groupé, exception faite du chef lieu de province de Kirundo, des maisons sont essentiellement construites en pisé (52 %), en adobes(45%) tandis que seulement 2 % sont en briques cuites.

Les proportions changent sensiblement pour l'habitat dispersé. En effet, les chiffres montrent que 27 % des maisons sont en briques adobes, 73 % en pisé et seulement 0,1 % en briques cuites.

Au niveau de la toiture des maisons, l'habitat groupé présente les caractéristiques suivantes : La couverture avec les tuiles est de 6 % suivi par les maisons couvertes par des chaumes (43 %). La part des maisons couvertures par des tôles est 51 %.

L'habitat dispersé présente des proportions différentes : 4 % des maisons sont couvertes de tuiles, 60 % de chaumes et 35 % de tôles.

Le niveau d'approvisionnement en eau potable reste faible et limité dans les communes de Bwambarangwe, Kirundo et Ntega. Il en est de même pour l'électrification sauf la commune Ntega. Concernant des toilettes : pour les maisons groupées 22 % possèdent des toilettes extérieures tandis que ce chiffre augmente jusqu'à 51 % pour des maisons dispersées.

11.2. L'habitat urbain

L'habitat urbain se limite au seul centre de Ntega. Les autres petits centres sont de dimension insignifiante.

Dans ces agglomérations, la disparition des toitures en chaume en faveur de la tôle importée et de la tuile fabriquée localement est remarquable.

De même les murs en pisé qui représentent plus de 30 % en milieu rural sont rares en ville. Le pavement en ciment est plus prépondérant que le pavement en terre battue.

11.3. Contraintes liées à la réhabilitation et à l'amélioration de l'habitat rural

Contraintes

Les contraintes sont nombreuses et sont notamment liées au :

- Pauvreté des ménages alliée au manque de moyens suffisants pour faire face aux urgences de reconstruction de l'habitat détruit
- absence d'un programme concret de production, afin de rendre disponible et au coût accessible les matériaux de construction ;
- faible niveau d'implication des opérateurs privés dans la production des matériaux locaux de construction. Seul l'Etat avec l'appui de certains bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux locaux de construction ;
- Absence de coordination des actions initiées par les différents partenaires.

Potentialités

Les potentialités pour faire face aux besoins de la reconstruction et de l'amélioration de l'habitat rural sont nombreuses. Il s'agit notamment :

- de l'existence partout dans le pays de la matière première de base pour la production de matériaux de couverture (tuiles) ;
- de l'existence d'artisans pour la production et la mise en œuvre des matériaux locaux de construction formés dans le cadre des divers projets d'appui dont le Burundi a bénéficié ;
- de la volonté de la population à contribuer à la reconstruction de l'habitat détruit et à améliorer celui existant ;
- de la sensibilité des partenaires du gouvernement à cette situation d'urgence engendrée par la crise.

Perspectives

Elles sont axées notamment sur :

- la sensibilisation de la population, à l'aide de moyen et outils appropriés, pour qu'elle participe activement à la reconstruction et au programme d'amélioration de l'habitat ;
- la promotion des associations et des groupements de la « filière habitat » et le renforcement de leurs capacités de gestion ;
- l'encouragement de la population à se regrouper en villages et la recherche d'une assistance technique et financière à tous les intervenants en général et aux sinistrés en particulier ;
- la sensibilisation et l'appui à l'action de reconstruction de l'habitat rural détruit en rendant disponibles les matériaux locaux de construction autant que cela est possible, tous en respectant les mesures de sauvegarde de l'environnement ;
- l'augmentation qualitative et quantitative de la production des matériaux locaux de construction via la promotion de l'artisanat de la « filière habitat rural ».

CHAPITRE XII. EDUCATION

Le système d'éducation et de formation dans la commune est organisé par le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture.

L'accès à l'Education au Burundi reste limité du fait de plusieurs facteurs notamment la pauvreté des ménages, le faible niveau d'instruction des parents ainsi que le peu d'infrastructures éducatives implantées dans la commune.

Pour pallier à cette lacune, l'on fait recours à l'éducation non formelle qui s'adresse aux jeunes non scolarisés et aux adultes afin de leur donner une éducation de base à travers un programme d'alphabétisation qui se réalise dans les communautés catholiques.

Le retour progressif de la sécurité a permis une remontée des indicateurs de fréquentation scolaire. Les indicateurs en matière de l'éducation sont détaillés dans les tableaux suivants.

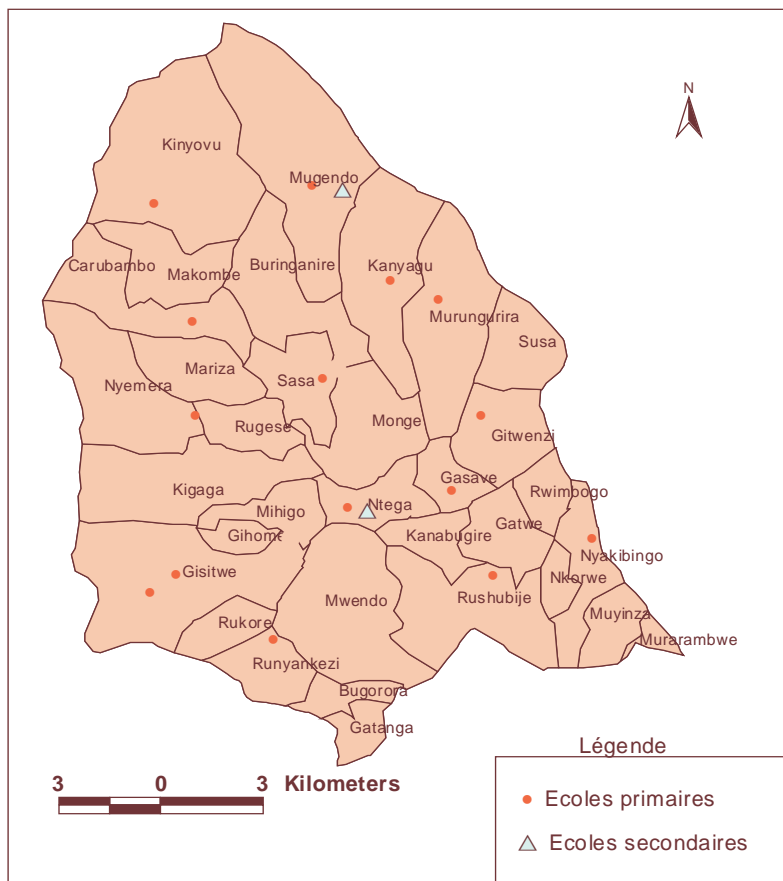
12.1. Etat des infrastructures et commodités à tous les niveaux d'enseignement

Infrastructure	Nombre	Nature matériaux de construction			Etat des locaux		Eau		Electricité		Latrines		
		Durable	Semi durable	Non durable	B	M	Oui	Non	Oui	Non	Oui		Non
											BE	ME	
Yaga	12	0	12	0	3	9	0	12	0	12	0	12	0
CFM	3	3	0	0	3	0	0	3	0	3	0	3	0
Centre d'Alphab.													
Préscolaire	6	6	0	0	6	0	0	6	0	6	6	0	0
Ecole Primaire	15	5	9	1	9	6	1	14	0	15	3	12	0
Ecole Secondaire	2	1	1	0	1	1	0	2	0	2	0	2	0
Ecole Technique et Professionnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	38	15	22	1	22	16	1	37	0	38	9	29	0

Source : DPE à Kirundo, Rapport 2005-2006

Sur les 38 infrastructures de santé, 1 seule est construite en matériaux non durables, 58 % sont en bon état, 1 seule est alimentée en eau, toutes les 38 n'ont pas d'électricité, 29/ 38 ont des latrines mal entretenues .

Carte des infrastructures scolaires 2005-2006



12.2. Enseignement préscolaire

Depuis l'indépendance jusqu'au début des années 1980, l'enseignement préscolaire n'était organisé qu'à Bujumbura. Aujourd'hui, 3 structures organisent l'encadrement de la petite enfance. Il s'agit :

- des écoles maternelles généralement attachées aux écoles primaires ;
- des garderies communautaires encadrées par l'association des scouts du Burundi avec l'appui de l'UNICEF ;
- des cercles communautaires encadrés par TWITEZIMBERE et les associations des parents.

Généralement ses structures accueillent des enfants de 3 à 6 ans.

Effectifs des enfants inscrits en 2005-2006 dans l'enseignement préscolaire

Zones	Nombre de préscolaires	Effectifs des enfants	Effectifs des enseignants	Nombre de salles de cours
Mugendo	2	302	8	4
Ntega	3	550	12	6
Rushubije	1	232	4	2
Total commune	6	1084	24	12

Source : Rapport annuel 2005-2006, DPE/ Kirundo

12.3. Enseignement primaire

15 écoles primaires dont 13 à cycle complet sont fonctionnelles dans la commune. Elles totalisent 13 122 écoliers.

Les ratios élèves par salle ne montrent pas de disparités significatives au niveau de la commune. Ils varient entre 111 et 136 élèves par salle.

Les ratios élèves par enseignant sont aussi équilibrés et varient entre 69 et 94 élèves par enseignant.

Notons que ces taux restent trop élevés par rapport aux normes de l'UNESCO qui préconise 30 élèves par enseignant comme par classe.

Capacité d'accueil des écoles primaires

Etablissements Zones	Primaire									
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens		Ratios	
	Total	CC		F	G	<i>T</i>	F	G	Elèves/ Salle	Elèves/ Ens
Mugendo	7	7	50	3176	3307	6483	27	67	130	69
Ntega	6	4	45	2351	2651	5001	19	34	111	94
Rushubije	2	2	12	770	867	1637	4	18	136	74
Total commune	15	13	107	6297	6825	13122	50	119	123	78

Source : Rapport annuel 2005-2006, DPE/ Kirundo

CC : Cycle Complet

Le taux de scolarisation au primaire est de 83.2%. Il est calculé à partir de la population en âge de scolarisation (15764) sur le nombre total d'élèves (13142) .

12.4. Enseignement Secondaire

Deux écoles secondaires sont implantées dans la commune au chef lieu de la commune à Ntega et Mugendo. Elles totalisent 661 élèves.

Le ratio élève par salle est de 60 tandis que le ratio élèves par enseignant est de 32.

Notons qu'on relève une surpopulation des salles mais un ratio normal de 32 élèves par enseignant.

Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires

Etablissements Zones	Secondaire									
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens		Ratios	
	Total	CC		F	G	<i>T</i>	F	G	Elèves/ Salle	Elèves/ Ens
Ntega	1	0	6	92	299	391	2	9	65	36
Mugendo	1	0	5	64	206	270	0	10	54	27
Total commune	2	0	11	156	505	661	2	19	60	32

Source : Rapport annuel 2005 DPE/Kirundo

CC : Cycle complet Ens : Enseignant

12.5. Enseignement technique professionnel

Il n'y a pas d'écoles techniques professionnelles dans la commune

12.6. Situation du personnel enseignement dans la commune par sexe

zones	Ecoles du primaire			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Tot
Mugendo	67	27	94	3	0	3
Rushubije	34	19	53	-	-	0
Ntega	18	4	22	9	2	11
Total commune	119	50	169	12	2	14

Source : Rapport annuel 2005 DPE/Kirundo

12.7. Enseignement informel

L'éducation non formelle englobe les formations dispensées en dehors du système d'enseignement formel classique. Elle couvre les centres d'instruction et d'alphabétisation encadrée par les églises, le secteur de l'Artisanat et de l'Enseignement des Métiers ainsi que le secteur de l'alphabétisation des adultes encadré par le Centre National d'Alphabétisation.

Les écoles Yagamukama

Ce sont des écoles d'enseignement catholique. Le Bureau National pour l'Enseignement Catholique (BNEC) renseigne que les écoles Yagamukama du Burundi comptent actuellement plus de 300.000 élèves. En ce qui concerne l'âge d'admission des élèves, il ne semble pas y avoir d'uniformité dans la limitation de l'âge, chaque diocèse restant autonome dans l'organisation de ses écoles.

Traditionnellement, la formation dispensée dans ces institutions avait un but à prédominance spirituelle si bien que même l'enseignement de la lecture n'avait d'autre objectif que de permettre au candidat chrétien de lire la Bible et le Catéchisme. Dans le contexte actuel, la formation dispensée dans les écoles Yagamukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

Nombre et capacités d'accueil des écoles Yaga Mukama (A/S 2005-2006)

Etablissements Zones	Yagamukama								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/Salle	Elèves/Ens
Total commune	12	12	34	534	1138	1672	38	49	44

Les centres d'alphabétisation

Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage modernes, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

Les caractéristiques de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes sont :

- la pénurie d'animateurs alphabétiseurs ;
- l'absentéisme des auditeurs le manque de suivi.

L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

Nombre et capacités d'accueil des Centres d'Alphabétisation :

Nombre d'apprenants :

- Filles : 90
- Garçons : 63

Nombre de salles de cours : 0

Nombre d'abandons :

- filles : 0
- garçons : 0

Nombre de certifiés :

- filles : 71
- garçons : 55

Enseignement des métiers

Les écoles de métiers sont des écoles d'enseignement professionnel. Les métiers enseignés sont entre autres la maçonnerie, la menuiserie et la couture.

La commune Ntega compte 3 écoles de métiers mais seule l'école de Rushubije est fonctionnelle. Elle totalise 8 élèves apprenants.

Les ratios élèves par salle (1.3) comme élèves par enseignant (8) sont si bas que l'on se demande la rentabilité de ces écoles et comment celles - ci fonctionnent.

Etablissements Zones	Ecoles des Métiers								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/ Salle	Elèves/ Ens
Mugendo	1	0	6	-	-	-	-	-	-
Ntega	1	0	4	-	-	-	-	-	-
Rushubije	1	1	6	6	2	8	1	2	8
Total commune	3	1	16	6	2	8	1	2	8

Source : Rapport annuel AS 2005- 2006 DPE / Kirundo CC : Cycle complet

Ens : Enseignant

12.8. Principales contraintes, potentialités et perspectives

Contraintes

Dans la commune Ntega, le problème de l'Enseignement mérite une attention particulière. Plusieurs facteurs compliquent la situation ; il s'agit de l'éloignement et l'insuffisance des infrastructures scolaires, l'insuffisance du personnel enseignant, l'insuffisance et/ou le manque du matériel pédagogique.

La qualité de l'enseignement est fortement liée à la disponibilité d'équipements et matériels didactiques. Le manque d'enseignants et la faible qualification de certains d'entre eux, la dévalorisation de la carrière enseignante et l'insuffisance de l'encadrement sont surtout des facteurs qui conduisent à de faibles réussites lors des évaluations externes.

En effet, les ratios élève par classe comme élèves par enseignants sont deux, trois ou quatre fois supérieurs aux normes.

Le taux de scolarisation estimé à 83.2%. est un des plus élevés du pays. Il est justifié par le manque d'infrastructures suffisantes comme par la pauvreté des ménages suite à la famine ou aussi l'ignorance des parents qui, considérant l'enfant comme une main d'œuvre, refusent de les scolariser.

Les inégalités de scolarisation entre garçons et filles sont de moins en moins frappantes (au primaire les filles représentent 43 % des effectifs alors qu'au secondaire, il est de 31 %).

La famine force bon nombre d'élèves à abandonner précocement l'école.

Perspectives

L'amélioration du système scolaire en province Kirundo comme dans la commune de Ntega, passera par la création de nouvelles écoles dans les communes défavorisées, la réhabilitation des établissements en mauvais état, la mobilisation des financements pour doubler les infrastructures, les équipements et les matériels didactiques mais également par la création des écoles techniques parce que ce sous-secteur de l'enseignement reste le parent pauvre dans la province.

Au primaire, une école doit être implantée au niveau de chaque colline de recensement. Ceci réduira la longue distance qui est souvent à l'origine de beaucoup d'abandons ou tout simplement de refus d'aller à l'école. Les écoles détruites ou vieilles doivent être réhabilitées. Un programme de construction des écoles professionnelles est à l'initier pour réduire l'effectif des jeunes déscolarisés. Le gouvernement devrait aider également à résoudre le problème épineux d'enseignements au primaire et au secondaire en constituant par exemple des homes autour des écoles.

Il faut également développer les écoles d'enseignement des métiers pour donner plus de chances aux jeunes déscolarisés.

CHAPITRE XIII. JEUNESSE ET SPORTS

L'avenir d'un pays tout comme celui d'une province se fonde sur une jeunesse bien encadrée. Elle doit dès lors être épanouie grâce à une éducation tant morale, physique, qu'intellectuelle.

Tout cela demande des moyens matériels et humains qui ne sont pas à la portée de nos populations qui viennent de passer plusieurs années sous le joug d'une crise et une paupérisation sans précédent. C'est ainsi que pas mal de droits dévolus à la jeunesse sont bafoués notamment le droit à l'éducation, à l'alimentation entraînant ainsi comme corollaire des pertes en vies humaines en cascade.

En vue d'assurer cet encadrement, on a besoin d'infrastructures et des équipements. Or, dans la province de Kirundo et dans la commune de Ntega, ils sont inexistants.

Dans la commune, l'encadrement de la jeunesse fait référence en premier lieu au sports et au football. Le sport se pratique tant bien que mal, faute de moyens matériels surtout. C'est une conséquence des insuffisances en infrastructures et en équipements tout comme en structure et en organisation.

Le sport est un facteur d'éducation et de cohésion sociale dont la contribution au retour à la paix et à la réconciliation nationale est remarquable et considérable.

En général, le football occupe la première place en matière d'activités sportives tandis que les autres sports collectifs sont pratiqués par quelques amateurs. C'est notamment le Basket et le volley ball.

Pour ce qui concerne la culture, la jeunesse s'organise tant bien que mal en groupes d'animation ou groupes folkloriques chez les non scolarisés et les déscolarisés.

Signalons que les danseurs Intore ont un cachet spécial dans la province de Kirundo surtout dans les communes de Kirundo, de Busoni et de Bwambarangwe.

Le tambour est à un niveau bas à telle enseigne qu'on ne peut pas le présenter lors des manifestations culturelles avec assurance et fierté. Des formateurs en ce domaine se sont passés les témoins en vue de rehausser son niveau mais aucun effort n'a été couronné de succès.

Pour clore ce chapitre, il est à noter que des associations de confessions religieuses, fonctionnent bien. C'est notamment les Scouts, Chiros, Xaveri, ...Il en est de même des associations de lutte contre le SIDA tout comme d'autres appuyées par des ONGs sur place comme PRASAB ou Agro Action Allemande.

13.1. Encadrement des jeunes

Au niveau de la province, on n'a pas à proprement parler d'encadrement substantiel de la jeunesse. Néanmoins, au niveau des écoles secondaires surtout, on rencontre une organisation permettant un encadrement approprié des jeunes.

Ailleurs dans les campagnes, les associations avec leurs leaders se débrouillent mais difficilement faute de moyens y afférents.

Quelque fois, l'administration à la base leur fait un coup de main sans pour autant arriver à assouvir leur soif puisque les moyens sont limités. Bref, les associations de jeunes sont fragiles et ne permettent pas l'acquisition des dividendes pour que l'entreprise en charge soit effective.

La province de Kirundo comprend 3 types de structure d'encadrement à servir :

L'encadrement sportif, culturel et l'encadrement des clubs et associations de lutte contre le VIH/SIDA.

Il n'existe qu'une seule structure d'encadrement sportif en province de Kirundo, celle dénommée Kiyonza F.C. basée dans la commune Bugabira précisément en zone Kiyonza.

Pour l'encadrement culturel, on dénombre au total 4 organisations d'encadrement dans la province mais dans la commune Ntega, aucune organisation d'encadrement culturel n'y est implantée.

Dans le domaine de lutte contre le VIH/SIDA, les jeunes organisés sont encadrés par la principale organisation provinciale qui est le CPLS – Kirundo. Cette structure est décentralisée jusqu'au niveau des communes. Cette organisation encadre les centres jeunes qui se trouvent implantés dans toutes les 7 communes.

13.2. Clubs et associations sportifs et culturels

La province Kirundo compte 31 clubs et associations parmi lesquelles la commune Ntega compte 7 avec 130 membres tous des hommes

13.3. Infrastructures sportives

Communes	Infrastructure	Nombre	Equipé		Etat	
			Oui	Non	Bon	Mauvais
Bugabira	Stade	1	0	1	1	0
	Terrain de basket ball	1	1	0	1	0
	Terrain de football	2	1	1	1	1
Busoni	Terrain de football	9	0	9	0	9
Bwambarangwe	Stade	1	0	1	0	1
	Terrain basket ball (BB)	2	2	0	2	0
	Terrain de Volley ball (VB)	2	0	2	2	0
Gitobe	Terrain de Volley ball (VB)	1	0	1	0	1
	Terrain de football	2	0	2	1	1
Kirundo	Stade	1	1	0	1	0
	Terrain de football	1	0	1	0	1
Ntega	Stade	1	0	1	1	0
Vumbi	Terrain basket ball (BB)	1	1	0	1	0
	Terrain de football	1	0	1	0	1
Total province		38	10	28	22	16

Source : Conseiller socio-culturel de la province de Kirundo

Sur le total de 38 terrains de sports que compte la province, la commune Ntega n'enregistre qu'un seul stade qui ne répond pas aux normes.

13.4. Infrastructures culturelles

Il n'est signalé aucune infrastructure culturelle dans la commune Ntega.

13.5. Principales contraintes liées à la jeunesse, potentialités et perspectives

Contraintes

Avec la longue période d'insécurité, les autorités politico-administratives avaient leur préoccupation tournée ailleurs que vers le sport. Or, on ne le dira assez, le sport contribue à suffisance au retour à la paix.

D'où une place de choix devrait être réservée à ce domaine surtout en ces moments où l'on sort peu à peu de la crise.

Les contraintes majeures sont de divers ordres ;

- manque de structures d'encadrement bien tracé
- insuffisance d'infrastructures et de capacités ou compétences organisationnelles
- Moyens limités pour acquisition des équipements
- manque de statuts pour les clubs existants
- la non-affiliation aux fédérations nationales pour les clubs ou associations

Actions à mener

- Promouvoir la décentralisation dans l'organisation et la gestion des activités sportives des provinces et des communes
- Exécuter diligemment la mise sur pied de nouvelles infrastructures sportives
- Redynamiser le sport et l'athlétisme scolaires
- Organiser des sessions de formation ou de perfectionnement en administration du sport et en gestion et entretien d'infrastructures

- Encourager et développer le sport féminin, le sport de masse et le sport traditionnel en favorisant la création des clubs.

Signalons ici que le sport féminin commence à prendre forme surtout en communes de Kirundo, Vumbi et Bwambarangwe.

La commune de Ntega reste à la traîne.

CHAPITRE XIV. COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS D'AUTO-DEVELOPPEMENT

14.1. Coopératives

Dans la commune de Ntega, on retrouve une seule coopérative non fonctionnelle.

14.2. Associations

Les associations d'auto développement sont au nombre de 112.

Quelques ONG se sont implantées mais leurs actions ne touchent pas beaucoup de populations alors que la majorité des associations sont créées pour attendre leurs interventions.

A titre d'exemple :

1. PRASAB

Commune	Projets présentés par les associations	Projets acceptés	Projets déjà financés au 30/11/05
1. Bugabira	34	31	16
2. Busoni	44	38	25
3. Bwambarangwe	42	37	20
4. Gitobe	34	30	14
5. Kirundo	35	30	19
6. Ntega	33	25	8
7. Vumbi	33	27	20
Total	255	218	122

Source : Responsable du MCA à Kirundo

Ces projets présentés sont essentiellement à caractère agricole et élevage mais aussi axés sur la restauration de l'environnement.

2. Tear Fund

Cette ONG intervient dans les communes de Bugabira et Ntega ainsi que dans une zone de la commune Vumbi. L'ONG appuie une association composée de 575 membres qui exploitent un marais de 40 ha.

Année	Commune							
	Bugabira			Ntega			Vumbi	Total
	Zone Kigoma	Zone Kigina	Zone Kiyonza	Zone Rushubije	Zone Ntega	Zone Mugendo	Zone Bukuba	
2003	14	21	13	17	18	12		
2004	24	17	21	19	16	23		
2005	23	30	21	28	41	33		
Total	61	68	55	64	75	68		392
Mise en sevrage avec impact	15	18	23	21	18	12		107
Abandonnées en cours de route sans impact	23	20	11	15	16	23		108

Source : Responsable du MCA à Kirundo

Les associations qui ont bénéficié de l'appui de l'ONG International TEAR FUND sont au nombre de 392. Mais en évaluant, on constate qu'un bon nombre (108) n'existe plus suite à des problèmes divers dont le manque de production suite à la sécheresse. Il y en a qui ont été mises en sevrage avec un impact visible (107) et d'autres qui continuent à être appuyées (177).

14.3. Les principales contraintes, potentialités et perspectives

Les principales contraintes

Dans le domaine du mouvement coopératif et associatif, les contraintes majeures sont :

- le manque de personnel suffisant pour l'encadrement des associations naissantes
- le faible niveau d'instruction des membres des associations ;
- l'analphabétisme des membres des associations ;
- le détournement des fonds par les responsables (conseil de gestion des associations) ;
- la pauvreté qui fait que les membres des associations n'accèdent pas aux intrants et matériels agricoles ;
- la non implication des adhérents dans la gestion de leurs coopératives et associations.

Les potentialités

Malgré la multiplicité des contraintes dans le mouvement coopératif et associatif, ce dernier garde son potentiel clé du développement :

- il y a aussi la survivance de l'esprit coopératif et associatif et la croyance dans les associations comme voie de l'auto-promotion ;
- une population active et la terre qui est fertile qui offrent des opportunités dans la diversification des activités des associations : la transformation de la récolte, industrie de l'habitat ...
- la multiplicité des institutions de micro-finance ;

Actions à mener

Elles devront s'articuler autour d'un programme national centré sur :

- exonérer les taxes et les impôts sur les associations ;
- élaborer et adopter une nouvelle politique et les textes réglementaires des coopératives et associations ;
- former les ressources humaines chargées de l'impulsion de la nouvelle politique ;
- doter en moyens humains et techniques la structure d'encadrement dans la province ;
- constituer une banque de données sur les coopératives et associations de la province par commune ;
- former les associations sur la technique de gestion et d'organisation des coopératives et associations ;
- éclairer le cadre juridique des COOPECS ;
- appuyer les associations dans l'octroi des crédits à des conditions promotionnelles ;
- assurer une large sensibilisation à l'épargne et crédit ;
- encourager les associations artisanales pour la création d'emploi (peu d'intérêt) ;
- doter des moyens de déplacement à la structure d'encadrement des coopératives et associations ;
- mettre en place un point focal pour tous les intervenants dans les associations.

CHAPITRE XV. JUSTICE

Les services judiciaires de la commune compte un tribunal de résidence ayant son siège au chef lieu de la Commune.

15.1. Infrastructures

Au niveau des infrastructures, signalons que les locaux de travail sont en mauvais état et de dimensions insuffisantes.

Les locaux sont constitués par une salle d'audience.

Il y a manque d'eau et d'électricité. Même les latrines ne sont pas installées.

15.2. Equipements

Le tribunal de résidence de Ntega manque cruellement d'équipements qui se limitent à l'existence d'une vieille machine à écrire. Il n'y a ni photocopieuse ni ordinateur.

Concernant le matériel technique, il n'y en a pratiquement pas. Le mobilier est également en quantité insuffisante.

Comme moyen de déplacement le tribunal de résidence ne dispose que de 1 vélo.

15.3. Performances du secteur

L'appréciation des performances de ce service peut se lire à travers le tableau suivant :

Type de litige	Dossiers restant au début de l'année de référence	Nombre de dossiers enregistrés	Nombre de dossiers jugés et clôturés	Nombre de dossiers jugés avant faire droit	Nombre de dossiers en cours	Nombre de dossiers transmis	Nombre de dossiers fixes	nombre de dossiers exécutés	Nombre de dossiers non encore exécutés
Litiges civils	77	160	145	0	92	0	0	45	842
Litiges pénaux	0	4	3	0	1	0	0	0	46
Total	77	164	148	0	93	0	0	45	886

Source : Président du tribunal de grande instance à Kirundo

Les performances au niveau du rapport entre le nombre de dossiers enregistrés et le nombre de dossiers jugés et clôturés sont très bonnes. En effet, presque tous les dossiers reçus ont été jugés et clôturés (148/164, soit 90%).

Malheureusement, les chiffres montrent que des dossiers jugés et clôturés se sont accumulés au point que près de 886 jugements n'ont pas encore été exécutés.

15.4. Personnel

Le personnel de ce tribunal de résidence est composé d'1 Juge président, de 4 juges, de 5 greffiers et de 1 assesseur.

15.5. Justice gracieuse

La justice gracieuse est l'une des institutions auxiliaires de la justice. Elle est rendue par le Conseil des Notables de la colline ainsi que les conseillers collinaires nouvellement élus par la population. Ces conseillers sont institués sur toute l'étendue de la Province.

La composition du Conseil des Notables est fixée par les usages locaux tandis que celle des conseils de colline est fixée par la loi N° 1/016 du 20/04/2005 portant organisation de l'administration communale.

La procédure suivie devant ces conseils est fixée par les usages locaux sous réserve du respect des règles relatives à la récusation, au respect du secret professionnel et l'ordre public. Le travail des membres est fait à titre bénévole.

La justice gracieuse est rendue régulièrement par 370 notables dont 150 dans la zone Mugendo, 80 dans la zone Rushubije et 140 dans la zone Ntega.

15.6. Contraintes et perspectives

Contraintes

Au niveau du Tribunal de Résidence de Busoni, on note :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié;
- insuffisance du mobilier et matériel de bureau, etc.

Potentialités

Plusieurs formations ont été dispensées, grâce à certaines ONGs internationales, pour rehausser les connaissances des magistrats des Tribunaux de Résidence et des Tribunaux de Grande Instance.

Tous les magistrats du Ministère Public sont qualifiés.

Réformes dans tous les domaines de la vie nationale entamées (un Plan de Développement de la justice burundaise).

La Mise en place d'un centre de formation professionnelle de la justice et du centre d'études et documentation juridique.

Perspectives

- Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires ;
- Réformer le cadre légal et clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues ;

- Accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents ;
- Traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion ;
- Désengorger certains secteurs judiciaires par la création d'autres dans le but d'alléger le volume de dossiers qu'enregistrent certains tribunaux et accélérer aussi la procédure pour le compte des justiciables

CHAPITRE XVI. ACTION SOCIALE

Dans notre pays en général et en particulier dans la commune de Ntega, beaucoup de familles rencontrent des difficultés de subsistance. Cela se remarque surtout quand on compte le nombre de différents groupes de gens malheureux à savoir : les enfants orphelins du Sida, les enfants vulnérables et légitimes, les sinistrés de la guerre, les veuves et les personnes âgées, ... Donc, il est d'importance capitale que des actions spécifiques à ces groupes soient menées afin qu'il y ait un développement durable et harmonieux de la société

Ces groupes de gens vulnérables connaissent de très graves difficultés à savoir :

- la scolarisation,
- le manque de nourritures,
- le manque de logement,
- le manque des soins de santé,
- le manque des habits,
- le manque du soutien moral, ...

Le pays, à travers des politiques décentralisées au niveau des communes, doit donc étudier sérieusement cette question.

Au niveau de la commune Ntega voici les statistiques des différents groupes :

16.1. Statistiques sur les enfants en difficulté (2005)

En commune Ntega, les données ont été fournies par province. Seuls les effectifs des enfants chefs de ménages et les enfants soldats ont été disponibles. Les sources administratives donnent les chiffres suivants :

Communes	Nbre d'enfants de la rue	Nbre d'enfants dans rue	Enfants indigents	Enfants chefs de ménage	Enfants soldats
Ntega				3	10
Total province	72	50	434	92	80

Source : Centre des handicapés de Kanyinya

16.2. Statistiques des orphelins

Communes	Nombre total d'orphelins	Nombre d'orphelins appuyés
Ntega	1941	Pas de données
Total province	5365	434

Source : Centre des handicapés de Kanyinya

16.3. Statistiques des victimes de violences sexuelles

Communes	Nombre de viols recensés				
	Femmes	Filles	Fillettes	Garçons	Hommes
Ntega	2	0	5	0	0
Total province	9	21	34	2	0

Source : Ligue ITEKA + AFJ

16.4. Statistiques sur les veufs, mères célibataires et indigents

Commune	NVE			NVAA			NMC
	H	F	Total	H	F	Total	
Ntega							
Total province	41	126	157	8	142	150	142

Source : AFJ

16.5. Statistiques sur les handicapés dans Ntega

Causes d'handicap	Guerre			De naissance			Accident			Autres			Total	
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F
Commune														
Ntega				-	3	3	1	2	3	1	1	2	2	6
Total province	1	2	3	8	14	22	2	4	6	1	3	4	12	23

Source : Centre des handicapés de Kanyinya

La province de KIRUNDO compte au total 35 handicapés physiques dont 12 hommes et 23 femmes.

16.6. Réintégration

16.6.1. Situation

La commune abrite un nombre important de personnes sinistrées de la guerre qu'a connu le Burundi. Ces personnes constituent une autre catégorie de cas sociaux dépassant les capacités d'action de coordination du Ministère de la Solidarité Nationale, Droit de la Personne Humaine et du Genre.

Il s'agit des personnes :

- Déplacées,
- Regroupées sur sites,
- Dispersées,
- Rapatriées.

16.6.2. Données démographiques dans les sites de la province Kirundo (situation de mars 2006)

Commune	Zone	Nom du site	Statut (provisoire, réinstallés)	Nombre de ménages			Structure par âge				Population totale
				déplacés	rapatriés	Total	0-3 ans	4-9ans	10-19 ans	20 ans et plus	
Ntega	Ntega	Kigufi	réinstallés	17	1	18	7	13	11	33	64
Total province				3234	15	3249	1618	2005	2662	4774	11059

Source : Données recueillies auprès des sites des déplacés

CHAPITRE XVII. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

La commune de Ntega est une des communes de la province de Kirundo dans la région naturelle du Bweru.

Cette région fait actuellement face à des défis majeurs dont le plus important est la sécheresse qui persiste depuis une dizaine d'années.

Les blocages, atouts et potentialités sur lesquels devront se baser les axes de développement de la commune Ntega sont mieux appréhendés et mieux abordés au niveau provincial.

BIBLIOGRAPHIE

1. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
2. COGERCO- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
3. DMISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Kirundo (2001-2003) ; août 2000.
4. Direction Provinciale de l' Agriculture et Elevage /Kirundo: Rapport annuel 1995.
5. Direction Provinciale de l' Enseignement Kirundo : Rapports annuels 2004-2005 et 2005-2006
6. Direction Provinciale de la Santé Kirundo, Rapports périodiques des chefs des secteurs de santé
7. DPS Kirundo, Rapport annuel 2005
8. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
9. HCR, rapports périodiques
10. ISTEEBU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
11. ISTEEBU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
12. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
13. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
14. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
15. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Rép. du Burundi- IFES- USAID- Bujumbura- Janvier 2005 : Découpage Administratif du Burundi.
16. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation Projet BDI/99/P04- Appui à l'Elaboration et la mise en Oeuvre de la Politique Nationale de Population.
17. Ministère de la Planification du Développement et de Reconstruction : appui à la prise en compte des questions de Population dans les Programmes de développement : Population Burundaise en 2003.
18. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).
19. OCIBU- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.

20. OTB- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
21. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
22. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
23. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
24. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
25. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
26. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
27. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
28. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
29. SOGESTAL : Rapports Annuels 2003 ; 2004 ; 2005.